

CAHIER DES

UMIFRE

LE MAGAZINE DES UNITÉS MIXTES / INSTITUTS FRANÇAIS
DE RECHERCHE À L'ÉTRANGER (UMIFRE) / 2024-2025 / N°11



**DOSSIER : CE QUE LA QUESTION DU GENRE
DIT DES SOCIÉTÉS**

L'ARCHÉOLOGIE EN HÉRITAGE :
VESTIGES, TRACES, MÉMOIRES
D'UNE ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE

LA SYRIE EN CONFLITS :
RUPTURE ET BASCULEMENT


MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
Liberté
Égalité
Fraternité


cnrs

 **ESR** fondation
maison des
sciences
de l'homme

3 ÉDITORIAL

4 ACTUALITÉS DE L'ANNÉE

- Partenariats clés pour les UMIFRE..... 4
- Les UMIFRE dans la constellation de la Nuit des Idées 6
- L'archéologie en héritage : vestiges, traces, mémoires d'une activité scientifique (Maroc, Mauritanie, XIX^e-XXI^e siècles)..... 8



- Projet ALTI-plano : Une cartographie archéologique et socio-culturelle de Puerto Acosta, Bolivie 11
- La Syrie en conflits : rupture et basculement. Bilan et perspectives de recherches sur un terrain à haut risque 15
- L'exposition Slithering Cures (Institut Français de Pondichéry, février 2024) 18



20 CE QUE LA QUESTION DU GENRE DIT DES SOCIÉTÉS

- Droits des femmes et géopolitique Autour des conférences onusiennes de 1975-1995..... 21
- Entretien avec Margaux Herman sur le manuel universitaire History of Women in Ethiopia, Addis-Abeba, AdéBooks, 2024. Propos recueillis et transcrits par Pierre Guidi 24
- Le travail des femmes incarcérées au Pérou : un outil privilégié pour analyser les inégalités de genre 26
- Réflexions sur le genre et le pastoralisme au Kirghizstan 29
- Des femmes allemandes appelées aux colonies..... 32
- Ce que le « genre dit des sociétés » au prisme des questions religieuses au Maghreb et en Afrique de l'Ouest islamisée..... 35



- Une étude transnationale de la traite des êtres humains du Nigéria vers l'Europe..... 38
- Structurer la recherche sur le genre et la Chine : l'expérience du China Academic Network on Gender..... 42

- L'Inde et sa diversité au prisme du genre 44



47 UN PEU DE LITTÉRATURE

49 ARRIVÉES ET DÉPARTS

- Bienvenue à 49
- Bonne continuation à 50

52 ÉVÉNEMENTS



54 LES UMIFRE DANS LE MONDE

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, **Centre national de la recherche scientifique** Institut des sciences humaines et sociales, **Fondation Maison des sciences de l'homme** Valorisation des UMIFRE **Comité éditorial** Alexandra Duperray (FMSH), Armelle Leclerc (CNRS), Saman Musacchio (CNRS), Matthieu Ravaud (CNRS), Dramane Coester (MEAE), Solène Marié (CNRS), William Berthomière (CNRS), Guillaume Robert (MEAE), Laure Cailloce (CNRS) et Marta Craveri (FMSH) **Crédits photos** Photos et illustrations fournies par les auteurs ou en licence CC **Conception graphique** Maquette et mise en page : Marion Raffaitin **Cahier des UMIFRE** ISSN 2742-0094 © FMSH-UMIFRE-MEAE-CNRS, 2024-2025 Impression : Direction de l'information légale et administrative 26, rue Desaix 75727 Paris Cedex 15 n°11 Janvier 2025 **Le réseau des UMIFRE** Les UMIFRE sont des unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger placées sous la cotutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) et du Centre national de recherche scientifique (CNRS). Un réseau de 27 centres de recherche français, répartis sur tous les continents, abordant toutes les sciences humaines et sociales, en contact avec les institutions de recherche locales et françaises. **Rejoignez-vous sur** www.umifre.fr Facebook @umifre.shs Twitter @Umifre_shs

“ Fruit d'un partenariat entre le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le CNRS et la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, le *Cahier des UMIFRE* offre un panorama du travail scientifique mené dans les Unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger. Il met en valeur ce réseau unique permettant l'ancrage de la recherche française au plus près des terrains d'étude et des communautés scientifiques locales.

Cette édition 2024-2025 propose un dossier central intitulé « Ce que la question du genre dit des sociétés », témoignant de la grande diversité des éclairages scientifiques apportés par les recherches menées dans les UMIFRE sur l'histoire, des relations et les dynamiques de genre des pays dans lesquels ils sont implantés. Cette question phare des sciences humaines et sociales – mais aussi les enjeux qu'elle porte sur le plan des méthodes de recherche – y est abordée sous l'angle des institutions politiques contemporaines et de la promotion des droits des femmes dans les enceintes internationales, ainsi qu'au prisme de l'analyse de la répartition des rôles sociaux dans des milieux spécifiques, qui vont de l'univers carcéral sud-américain aux communautés agraires au Maghreb et en Asie centrale.

La dimension religieuse des rapports de genre est également traitée sous l'angle des stratégies d'adaptation des femmes à un discours religieux contemporain. Enfin, ces contributions recoupent nombre d'autres problématiques centrales pour nos sociétés contemporaines telles que les migrations du continent africain vers l'Europe, témoignant ainsi du caractère transversal des recherches sur le genre, produites au sein de nos UMIFRE.

Ce dossier fait naturellement écho au choix fait par la France d'adopter une diplomatie féministe. Depuis 2019, la France fait de l'égalité de genre et de l'universalité des droits des femmes une priorité dans tous les champs de sa politique étrangère. L'enjeu de ce dossier est donc aussi de montrer la pertinence de la place occupée par les UMIFRE au sein de notre réseau de diplomatie culturelle, pour contribuer à la décision des acteurs publics comme au débat public, ce qu'illustre par ailleurs, année après année, leur contribution aux manifestations de la Nuit des Idées organisées à travers le monde.

Les UMIFRE s'imposent comme des plateformes scientifiques précieuses pour la création de partenariats diversifiés avec des institutions de premier plan comme la



Bibliotheca Alexandrina, ou novateurs comme le dispositif d'équipes bi-nationales TANDEM que le CEFRES de Prague étend désormais à la Slovaquie. Elles portent ou contribuent à des projets de recherche de grande envergure. Ceux-ci couvrent aussi bien les domaines de l'archéologie, avec l'ANR ArchArch ou le projet ALTI-plano, que des questions très contemporaines telles que l'analyse de l'impact de la révolte et de la guerre en Syrie sur les sociétés en termes de conflits, déplacements, incertitudes dans le cadre de l'ANR SHAKK. C'est aussi ce qu'atteste leur contribution dans le champ des études africaines sur la manière de produire l'histoire de la traite et de l'esclavage.

Cette édition du *Cahier* nous rappelle enfin que les UMIFRE conduisent de plus en plus leurs recherches en sciences humaines et sociales en s'appuyant et en dialoguant avec d'autres disciplines, qu'il s'agisse de l'observation satellitaire, des études sur la santé ou de différents arts comme l'illustre la très belle exposition sur l'usage des venins de serpents présentée à l'Institut français de Pondichéry.

Ce 11^e numéro du *Cahier des UMIFRE* offre ainsi un tour d'horizon de l'actualité de ce réseau de centres de recherche, illustrant la qualité de leur travail scientifique et leur apport à la compréhension des changements du monde contemporain.

Bonne lecture !

➤ **Emmanuel LEBRUN-DAMIENS**

Directeur de la diplomatie culturelle, éducative, universitaire et scientifique, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

➤ **Marie GAILLE**

Directrice de CNRS Sciences humaines & sociales, Centre national de la recherche scientifique

Partenariats clés pour les UMIFRE

Le réseau des UMIFRE porte chaque année de nouvelles collaborations avec des institutions locales, françaises et étrangères qui permettent à la recherche en SHS d'émaner du terrain et de s'internationaliser pour une meilleure expertise. Retour sur trois partenariats.

INAUGURATION DE LA FONDATION POUR LA MAISON FRANÇAISE D'OXFORD

Une nouvelle collaboration franco-britannique a vu le jour avec le lancement de la Fondation pour la Maison française d'Oxford, sous l'égide de la Fondation CNRS. La cérémonie s'est tenue le 20 février 2024 à la Résidence de France à Londres en présence de Frédéric Thibault-Starzyk, président de la nouvelle fondation, de l'ambassadrice de France au Royaume-Uni Hélène Duchêne, du président-directeur général du CNRS Antoine Petit et du chancelier de l'Université d'Oxford Lord Chris Patten of Barnes.

« La Maison française d'Oxford est reconnue pour son partenariat étroit avec l'université d'Oxford. Une fondation propre permettra de bénéficier du soutien du mécénat, comme les 'charities' britanniques très développées outre-manche. La Fondation permet d'envisager de grands projets » explique Frédéric Thibault-Starzyk.

Sous la triple tutelle de l'Université d'Oxford, de l'Université de Paris et du MEAE à sa création en 1946, et désormais également du CNRS et du MESR, la Maison française d'Oxford

favorise la collaboration entre la recherche française et britannique et promeut la culture française au Royaume-Uni. Elle donne notamment l'opportunité à des universitaires français et francophones de venir séjourner à l'Université d'Oxford. En tant qu'UMIFRE, la MFO est un espace privilégié dans le paysage académique britannique, tant par ses projets de recherche collaboratifs, ses offres de mobilités scientifiques, que pour ses travaux interdisciplinaires avec les sciences médicales, les sciences du numérique et les sciences de l'environnement. En 2019, les liens entre la MFO et l'Université d'Oxford se sont renforcés, notamment en offrant la possibilité d'une intégration dans l'université pour certains étudiants en tant que 'recognised student'.

La nouvelle Fondation, qui recevra des dons et legs au profit de la MFO, a vocation à venir renforcer et promouvoir l'accueil des étudiants : d'une part, en améliorant les infrastructures afin d'augmenter les capacités d'accueil des étudiants étrangers, d'autre part, en développant des collaborations avec des institutions françaises et des bourses de mobilité à destination des étudiants français et britanniques.

NOUVEAU PARTENARIAT ENTRE L'AGENCE CENTRALE POUR LA MOBILISATION PUBLIQUE ET LES STATISTIQUES (CAPMAS) ÉGYPTIENNE ET LE CNRS

Une nouvelle convention a été signée à Paris le 30 septembre 2024 entre le CNRS et le CAPMAS en vue de la réalisation et de l'alimentation d'un atlas en ligne numérique et interactif de l'Égypte couvrant les données démographiques, économiques et sociales de la période 1882 – 2027.

Avec aujourd'hui 100 millions d'habitants, l'Égypte est l'un des rares pays au sud de la Méditerranée à disposer d'un recensement intégral et régulier de sa population depuis le XIX^e siècle. C'est en 1846, à l'époque de Mehemet Ali Pasha que l'Égypte effectue le premier comptage de la population.

L'intégralité des quatorze recensements égyptiens sur deux siècles (1882-2017) ont été regroupés sur une seule cartographie dynamique en trois langues (français, anglais, arabe). Ce projet, lancé en 2017, proposait aux utilisateurs le téléchargement de tableaux de données, l'extraction de cartes thématiques personnalisées à toutes les échelles, ainsi que des graphiques et des notices historiques sur toutes les entités administratives. Ces différents recensements sont de précieux



© PremC

indicateurs démographiques, sociaux et économiques (sexe, âge, niveau d'éducation, profession, statut économique, etc.) Ce portail a donné naissance à l'initiative cedejcapmas.org au sein du Centre d'études et de documentation juridique, économique et sociale (CEDEJ, UAR3123, CNRS / MEAE) sous la responsabilité scientifique d'Hala Bayoumi, mathématicienne en sciences sociales. La cérémonie de signature du 30 septembre a marqué le lancement officiel de cette plateforme qui repose sur trois piliers : la réalisation de l'atlas démographique en ligne de l'Égypte (1882 à 2027) ; l'alimentation d'un portail web avec les données du recensement ; la formation et la transmission de savoirs scientifiques et technologique dans la valorisation des données du recensement.

NOUVEAUX PROGRAMMES INCUBATEURS ET DE MOBILITÉS SCIENTIFIQUES COORDONNÉS PAR LE CEFRES (PRAGUE)

Dans le cadre de sa politique internationale et afin de créer des synergies durables entre institutions françaises et d'Europe centrale, le CEFRES a ouvert en 2024 certains de ses programmes phares à la première université de République tchèque, l'Université Charles (Prague), et à l'Académie slovaque des sciences. Chaque programme s'appuie sur des conventions de partenariat et des comités scientifiques mixtes.

1 Programme incubateur TANDEM

L'objet du programme TANDEM est d'associer deux chercheuses ou chercheurs qui présentent conjointement un projet de recherche auprès de programmes de recherches européens ou internationaux (Horizon Europe, ERC, ANR ou assimilés). Lancée en 2024, la 4e équipe Tandem CNRS-Académie

tchèque des sciences (AV ČR) réunit Gilles Lepesant (Géographie-Cités, CNRS, affecté au CEFRES en 2024-2025), Martin Durdovic (Institut de sociologie de l'AV ČR) et un chercheur postdoctoral co-financé par le CEFRES et l'Université Charles : Krzysztof Tarkowski (Philosophe) autour du projet **Transitions énergétiques contestées. Conflits et innovations sociales dans les villes en République tchèque, en Pologne et en France** <https://cefres.cz/fr/23899>

Depuis 2024, ce dispositif est désormais ouvert aux chercheurs de l'Université Charles de Prague avec un Tandem composé de Louisa Martin-Chevalier (musicologue, IReMus, CNRS/Sorbonne Université), bénéficiant d'un SMI du CNRS et Valeria Korablyova (politiste, Université Charles), autrices du projet : **Une subalterne qui chante. De la résistance sonore à la diplomatie musicale dans l'Ukraine en guerre** <https://cefres.cz/fr/23968>

Le CEFRES a été rejoint en juin 2024 par un Tandem CNRS- Académie slovaque

des sciences (SAV) composé de deux historiens du contemporain, Thomas Chopard (CRH, EHESS bénéficiant d'un SMI du CNRS) et Petra Hudek (Institut d'histoire de la SAV) dont le projet est intitulé : **Les représentations visuelles, les mémoriaux et les commémorations de la Seconde Guerre mondiale en Europe centrale** <https://cefres.cz/fr/25848>

2 Mobilités courtes vers la France

Grace à une collaboration du CEFRES avec l'Ambassade de France en Slovaquie, l'Institut français de Slovaquie et l'Académie slovaque des sciences, les chercheurs de cette dernière peuvent bénéficier de séjours scientifiques en France, assortis à leur retour de l'organisation d'un événement scientifique en partenariat avec le CEFRES.

3 Mobilités doctorales

Le CEFRES offre désormais des aides doctorales aux doctorants de l'Académie slovaque des sciences et de l'Université Comenius de Bratislava grâce au soutien conjoint de ces deux institutions. Ce dispositif vient s'ajouter à ceux existants tournés vers tous les doctorants de France, de la Central European University (Budapest/Vienne) et des 4 pays de Visegrád.



Les UMIFRE dans la constellation de la Nuit des Idées

Depuis 2016, l'Institut français invite des lieux de culture et de savoir en France et sur les cinq continents à célébrer la libre circulation des idées et des savoirs en proposant, le temps d'une soirée, des conférences, des rencontres, des forums et des tables rondes, ainsi que des projections, des performances artistiques et des ateliers jeunesse, autour d'un thème que chacun décline à sa façon.

A l'étranger, la Nuit des idées est coordonnée par les Instituts français de chaque pays. Ceux-ci n'hésitent pas à s'appuyer sur l'UMIFRE de la zone. Partenaires naturels d'un tel événement, les UMIFRE y trouvent en retour une occasion privilégiée de remplir leur mission de valorisation de la recherche et d'animation du débat d'idée auprès du grand public, au-delà du milieu des chercheurs ou des étudiants en sciences humaines et sociales. Organisée initialement fin janvier, la Nuit des idées est désormais un label qui peut se décliner tout au long de l'année.

Chaque année des UMIFRE sont impliquées dans la préparation de la Nuit des Idées aux côtés d'un ou plusieurs Instituts Français dans leurs pays de compétence, sur un sujet arrêté en commun, en lien avec la thématique centrale de la Nuit des idées 2023 : « Plus ? ». Ainsi, lorsque l'Institut français de Prague lance en avril 2023 un cycle d'événements « Plus d'actions pour le climat ! », le CEFRES intervient pour faire dialoguer une économiste burkinabée, Safiétou Sanfo, un géographe du CNRS, Gilles Lepesant, et une chercheuse en économie sociale de l'Université Charles de Prague, Zuzana Harmáčková, pour une table-ronde « Face au changement climatique, nos sociétés vers plus de résilience et d'adaptation. » Au cours de cette dernière, chacun a partagé avec le public des exemples concrets de résilience et d'adaptation face au changement climatique en Europe et en Afrique.

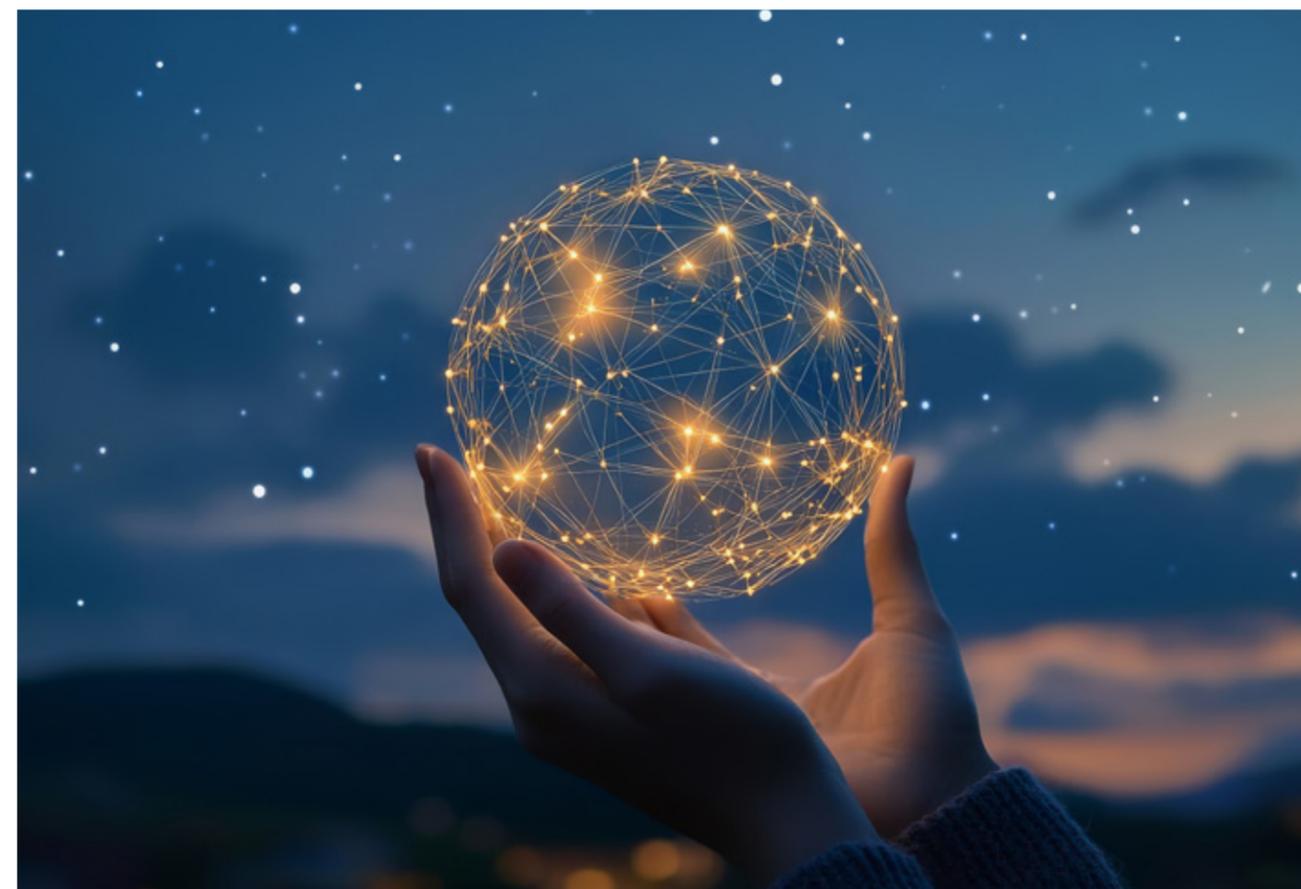
Côté Nigéria, la directrice de l'IFRA-Ibadan, Barbara Morovich, a conduit une Nuit des Idées en dialogue

« Chaque année des UMIFRE sont impliquées dans la préparation de la Nuit des Idées aux côtés d'un ou plusieurs Instituts Français dans leurs pays de compétence, sur un sujet arrêté en commun, en lien avec la thématique centrale de la Nuit des idées. »

avec le pionnier de l'architecture décoloniale et vernaculaire en Afrique Demas Nwoko sur la vision d'une « Architecture pour le peuple » et de « ville inclusive et enracinée » au cours d'une conférence organisée avec l'Ambassade à l'Alliance française de Lagos devant une centaine de personnes. Cet entretien a été prolongé par une table ronde où architectes, chercheurs et représentants de la société civile nigériens ont souligné les grandes notions de l'héritage de cette personnalité hors norme, récompensée à 88 ans du Lion d'or pour l'ensemble de sa carrière lors de l'exposition internationale d'architecture de la 18^e Biennale de Venise.

L'apport des UMIFRE à ces partenariats autour de la Nuit des idées intervient à plusieurs stades de l'élaboration et de la réalisation des projets.

Les UMIFRE peuvent être inspirateurs de thématiques originales dont ils garantissent également la pertinence et le sérieux. Comme le précise Frédéric Spillemaeker, responsable de l'antenne de l'IFEA à Bogota à propos de la Nuit des idées en mars 2023 au Planétarium de Bogota : « nous avons organisé un événement portant sur un sujet en plein développement dans les sciences sociales : l'histoire des animaux. À cette occasion, nous avons invité quatre historiens spécialistes du sujet à présenter leur travail lors d'une table-ronde et nous avons également projeté le film *Animal* de Cyril Dion. » Cette table-ronde offre ainsi l'opportunité d'intéresser le grand public à « l'évolution des sciences sociales qui, dans la lignée des travaux de Bruno Latour et de Philippe Descola, explorent de nouvelles manières



de comprendre le monde, au-delà des dichotomies traditionnelles entre Nature et Culture, entre humains et non-humains. » Convaincu par l'intérêt du projet, l'institut français a soutenu la proposition de l'IFEA et a été impressionné du contenu de l'événement comme du nombre de spectateurs présents, pour une thématique qui rejoint finalement une sensibilité écologique croissante dans la population de la capitale colombienne.

Le réseau de coopérations scientifiques et de relations de confiance entretenues par les UMIFRE avec les chercheurs locaux ou français est un second atout précieux pour solliciter des intervenants de qualité et construire avec eux le programme de l'événement comme ça a été le cas en Tchéquie et au Nigéria. C'est encore le cas en Colombie où deux chercheurs français discutent avec deux chercheurs colombiens, tous deux des pionniers de l'histoire environnementale, et des figures reconnues de ce champ en Amérique latine.

Comme le raconte Maya Collombon, directrice du CEMCA, le chercheur profite à cette occasion, grâce à l'Institut Français, d'un public nombreux, varié et de tous âges, dans le joli écrin de la Casa

« Le réseau de coopérations scientifiques et de relations de confiance entretenues par les UMIFRE avec les chercheurs locaux ou français est un second atout précieux pour solliciter des intervenants de qualité et construire avec eux le programme de l'événement. »

de Francia à Mexico -une maison porfirienne du début du siècle dernier remplie de livres, avec un grand patio et des dépendances, où trois salons pleins à craquer ont accueilli mini-conférences et échanges courts et percutants.

Témoignage, s'il en fallait, du succès de ces partenariats, l'IFRA-Ibadan, toujours avec l'Ambassade et l'Alliance Française de Lagos, s'est engagé dans une nouvelle édition de la Nuit des idées en juin 2024, avec une table ronde et des expositions sur le thème de « Green or Grey Urban Jungles : What Place for Plants in Nigerian Cities ? ». Tandis que l'IFEA Andes poursuit la coopération IF/UMIFRE à travers un colloque international « Guerre, Paix et Environnement en Amérique latine du XIX^e siècle à nos jours » en août 2024 au Museo Nacional de Colombia à Bogotá et que le CEFRES et l'Institut Français de Prague poursuivent leur coopération pour la promotion du débat d'idées en développant tout un cycle de conférences intitulées « Grand entretien avec... » autour d'une personnalité (écrivain, scientifique, chercheur, journaliste) française de premier plan.

➔ **Dramane COESTER**, rédacteur chargé des UMIFRE au MEAE

L'archéologie en héritage : vestiges, traces, mémoires d'une activité scientifique (Maroc, Mauritanie, XIX^e-XXI^e siècles)

En mai 2024 s'est tenue, aux Archives du Maroc, la réunion de lancement du programme ANR ArchArch, coordonnée à partir du Centre Jacques Berque de Rabat, en partenariat avec l'Institut national du patrimoine, l'Institut des sciences sociales du politique¹ et le laboratoire Les Afriques dans le monde².

L'archéologie est une discipline qui étudie les sociétés humaines du passé à partir des vestiges matériels qui ont subsisté. Dans l'exercice de son activité, l'archéologie produit, corollairement à son enquête sur ces vestiges, des traces matérielles et immatérielles significatives dans l'environnement où elle se pratique. Certes, comme tout autre chercheur en sciences humaines et sociales, l'archéologue remodèle nos représentations des altérités présentes et historiques. Mais plus que d'autres, il bouleverse littéralement le paysage et la spatialité des territoires où il intervient, comme la vie de celles et ceux qui les habitent. Son activité « produit » non seulement des significations, mais également de nouveaux monuments, des collections d'objets, des archives, en d'autres

« En combinant les compétences de spécialistes de l'histoire et de l'anthropologie des savoirs, du droit et du patrimoine sans se priver des apports d'une archéologie réflexive ni de l'archivistique, nous interrogeons ce qu'est l'archéologie après l'archéologie. »

termes : des vestiges. Ce qui constitue trop souvent un angle mort de la recherche, c'est que ces vestiges nés de l'activité archéologique peuvent être envisagés, à leur tour, comme un objet d'étude à part entière.

ArchArch prend donc un contre-pied épistémologique en considérant l'archéologue moins comme un consommateur de traces matérielles issues des sociétés passées que comme le producteur d'une économie scientifique agissant sur le monde de son temps et le nôtre. En combinant les compétences de spécialistes de l'histoire et de l'anthropologie des savoirs, du droit et du patrimoine sans se priver des apports d'une archéologie réflexive ni de l'archivistique, nous interrogeons ce qu'est l'archéologie après l'archéologie. Dans une approche diachronique, nous examinons les survivances d'une activité de recherche, leur statut, leurs usages et la durabilité de leurs effets, de même que les modalités de leur conservation et de leur transmission ou de leur dispersion, voire de leur disparition.

Le projet ArchArch nourrit un double objectif : concevoir et mettre à l'épreuve une herméneutique des restes de l'archéologie qui vise, via l'inventaire et le classement, à penser les différents types de vestiges concernés, depuis les sites archéologiques – considérés ici en tant que constructions anthropiques contemporaines –

1. ISP, CNRS / Université Paris Nanterre / ENS Paris Saclay.
2. LAM, CNRS / Sciences Po Bordeaux / Université Bordeaux Montaigne.

jusqu'aux archives produites par une équipe de fouille. Cette archéologie au second degré ne saurait s'élaborer sans substance empirique.

C'est à partir du Maroc et de la Mauritanie qu'ArchArch fabriquera un patron susceptible d'être répliqué ailleurs. Ce choix se fonde sur l'hypothèse, acquise par une série d'expériences de recherche antérieures, que le Maghreb est un terrain privilégié pour éclairer d'un jour nouveau la question fondamentale dans nos domaines et au-delà, du rapport des chercheurs, des institutions, des États et plus largement des sociétés à un legs scientifique et patrimonial, tantôt réapproprié, contesté, méprisé, piraté, séquestré, fétichisé, disputé, survalorisé. Parce que ces deux pays ont des histoires distinctes tout en ayant comme dénominateur commun d'être majoritairement arabo-musulmans et anciennement colonisés par la France, l'analyse comparative des restes de leurs archéologies respectives dont les trajectoires sont éminemment contrastées s'avère d'autant plus pertinente qu'elle s'ancrera dans les cas à haut potentiel dialogique que sont Volubilis, site majeur de l'Afrique romaine, et Koumbi Saleh, cité capitale de l'Afrique médiévale, tous deux explorés dans des contextes tour à tour coloniaux, nationaux et de coopération internationale.

À Volubilis, l'activité archéologique est continue depuis plus d'un siècle, des édifices anciens ont été restaurés, des bâtiments modernes construits en lien avec cette entreprise scientifique et



© Clémentine Guitron

Panneaux signalétiques indiquant la direction du site de Volubilis (Oualili en arabe).

patrimoniale. Inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco, Volubilis est un haut lieu du tourisme national et international. En regard, Koumbi Saleh présente un tout autre faciès : l'archéologie y a été sporadique avant de connaître une séquence de deux décennies environ, suivie d'une période d'abandon jusqu'à ce jour, au point que le site est lui-même devenu une ruine.

Réunion de lancement du programme ANR ArchArch aux Archives du Maroc, 29 mai 2024.

Le contraste entre ces deux tableaux incite à considérer les choses sous l'angle des héritages archéologiques. L'enquête porte sur l'asymétrie entre une archéologie classique prééminente et une archéologie médiévale marginale et



© Archives du Maroc





Panneau signalétique du site de Koumbi Saleh.

institutionnalisée bien plus tardivement, sans parler de l'archéologie des sociétés historiques africaines, réduite à la portion congrue. ArchArch s'intéresse également aux aspects liés aux filiations scientifiques et à la formation des premières générations d'archéologues au Maroc et en Mauritanie. Il y a là matière à s'interroger sur la postérité d'un héritage scientifique colonial et sur la manière dont il a été approprié, contesté, négocié par les archéologies nationales : à Volubilis, suite à la focalisation sur l'étude de la période romaine, alimentant le mythe de la latinité cher aux coloniaux, le renouvellement des orientations de recherche a été caractérisé par des bifurcations vers d'autres horizons chronologiques, non exempts de récupérations politico-idéologiques ; tandis que la désertion progressive du site de Koumbi Saleh pourrait être mise en relation avec le récit national mauritanien esquissant un patrimoine anté-islamique et africain de surcroît. Au plus près des sites, l'enquête porte enfin sur le rapport

des populations riveraines aux ruines et à l'archéologie dont les incidences affectent le quotidien.

Telle est l'ambition ultime d'ArchArch : conduire une réflexion critique, historicisée et documentée sur les façons savantes et non savantes de digérer et de gérer un héritage archéologique, agrégation complexe du legs des Anciens (inscrits dans une généalogie identitaire) et des archéologues (situés dans une filiation scientifique).

ArchArch réunit une équipe de chercheuses et chercheurs aux compétences complémentaires rattachés à des institutions françaises, marocaines et mauritaniennes. Sont membres de l'équipe scientifique : Séverinwe Blenner-Michel (INP), Zoubir Chattou (ENA-Meknès), Baudouin Dupret (CNRS/LAM) ; François-Xavier Fauvelle (CdF/CRFJ) ; Elizabeth Fentress (UCL) ; Clémentine Gutron (CNRS/CJB) ; Hassan Limane (INSAP) ; Vincent Négri (CNRS/ISP) ; Elemine Ould Mohamed Baba (Université de Nouakchott) ; Ahmed Skounti (INSAP).

➤ Clémentine Gutron (CNRS/CJB), coordinatrice du programme ArchArch (ANR-23-CE27-0011)



Premier camp de fouille de Volubilis, 1915.

Projet ALTI-plano : Une cartographie archéologique et socio-culturelle de Puerto Acosta, Bolivie

Le projet ALTI-plano (*Archaeological Lake Titicaca Inventory - mapping*) a pour ambition de créer une carte archéologique exhaustive de la région circum-Titicaca, en synthétisant près d'un siècle de recherche archéologique, afin de proposer un outil cartographique inédit pour le développement de problématiques scientifiques nouvelles et un cadre d'étude expérimental pour l'élaboration de projets actuels.

Débutée en 2020, cette première phase du projet a permis la mise en lumière d'importantes disparités dans la connaissance archéologique, historique et patrimoniale que nous avons des rives du lac Titicaca, avec notamment des inégalités géographiques et académiques, observables de part et d'autre de la frontière qui divise aujourd'hui le lac et sépare les territoires péruvien et bolivien. Cette frontière, imposée par les Espagnols à leur arrivée au XVI^e siècle, sans concertation avec les populations locales, a ainsi transformé une région culturelle cohérente et homogène en un territoire marginalisé, localisé aux limites des juridictions politiques respectives des deux pays. Cette situation aboutit à l'existence de régions entières encore mal documentées par l'archéologie à l'image de toute la frange nord-est du lac qui n'a jamais fait l'objet d'aucune recherche d'envergure. Ce projet offre donc une nouvelle vision de l'occupation de l'Altiplano, au-delà des enjeux politiques propres à la frontière actuelle. Suite à ce constat, la seconde phase a consisté en la réalisation d'un projet de recherche dans la région frontalière de Puerto Acosta (Bolivie) pour y dresser une première cartographie archéologique et socio-culturelle. Ce projet, rendu possible grâce au soutien du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE), de l'Institut français d'études andines (IFEA) et de l'entreprise de recherche archéologique Archaïos, permet pour la première fois à une équipe internationale de documenter une région charnière, aux problématiques scientifiques inédites.



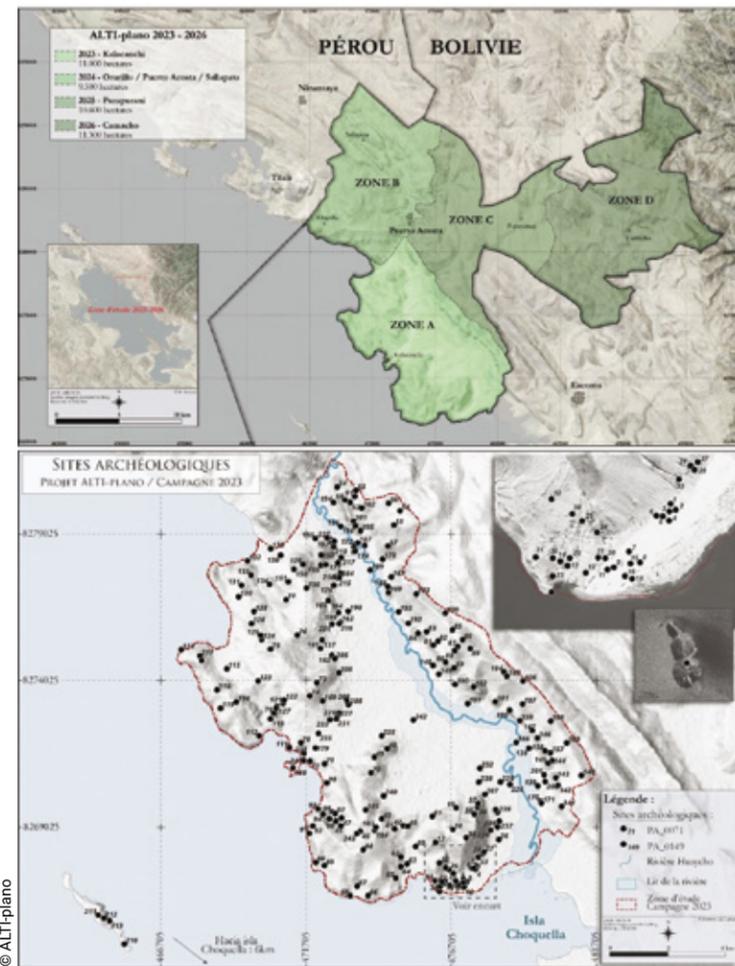
Figure 1 : Vue de la baie de Mililaya depuis la colline de Jorape, frontière entre le Pérou et la Bolivie au niveau des municipalités de Tilali (Pérou) et de Puerto Acosta (Bolivie).

L'importance de la région à l'époque préhispanique

Pourvu d'un écosystème unique à la croisée des basses-terres (yungas) et des hautes-terres (puna), l'Altiplano circum-Titicaca a joué le rôle d'un véritable carrefour d'échanges et de contacts où ont émergé certaines des plus importantes cultures préhispaniques. Nous pouvons citer les phénomènes culturels de la période Formative (1300 av. J.-C. - 400 apr. J.-C.) telles que Pukara au nord du Lac ou bien Chiripa sur les rives méridionales. Ces deux entités politiques et culturelles vont établir les bases d'une architecture cérémonielle

spécifique (cours surbaissées, soubassements pyramidaux, etc.), d'une culture matérielle raffinée (céramiques incisées, monolithes sculptés, etc.) et d'une iconographie Yaya-Mama, centrée sur des figures emblématiques (le dieu aux bâtons, la figure du puma, etc.). L'ensemble de ces caractéristiques ont peu à peu formé l'identité culturelle de l'Altiplano andin et ont été synthétisées à la période suivante, appelée Horizon Moyen, où émerge l'une des civilisations les plus emblématiques des Andes méridionales, la culture Tiwanaku. Il s'agit d'un phénomène politique, religieux et culturel qui émerge vers 200-300 apr. J.-C. et se formalise vers 650 apr. J.-C. Connue pour la monumentalité de son centre civico-cérémoniel éponyme et de son iconographie unique, Tiwanaku va rayonner bien au-delà de la région circum-Titicaca et

Figure 2 : Carte des zones de prospections du projet ALTI-plano / Puerto Acosta 2023-2026 (en haut) et carte des sites enregistrés durant la campagne de prospection 2023 dans la zone A (en bas).



impacterait encore les Incas à leur arrivée dans la région (1400), soit près de quatre siècles après son effondrement.

Malgré cette richesse culturelle, la compréhension de l'occupation du nord-est du Lac reste superficielle, au vu du manque d'homogénéité des études menées. Les développements culturels des rives orientales (dont la région de Puerto Acosta) et l'établissement d'une séquence chronologique précise sont particulièrement complexes à définir en raison de cette disparité bibliographique mais aussi de la localisation de la zone d'étude, à mi-chemin des centres Pukara, Chiripa et Tiwanaku. Au même titre, les mécanismes d'annexions, que ce soit sous Tiwanaku ou l'Empire inca, demeurent méconnus pour la région de Puerto Acosta.

Premières campagnes du projet ALTI-plano

En 2022, a eu lieu le premier terrain, sur les rives nord-est du lac Titicaca (Figure 1), avec la participation des municipalités de Conima et de Tilali (Pérou) et du département de Puerto Acosta (Bolivie). Cette visite a surtout permis de réaliser une première reconnaissance archéologique de la zone, de rencontrer les futurs partenaires scientifiques et communautaires du projet et d'ancrer dans les enjeux de recherches les implications de la société civile et les bénéfices pour les communautés qui, en Bolivie, gèrent leur territoire et patrimoine, matériel ou immatériel, de façon indépendante.

En 2023, grâce à l'obtention d'un financement quadriennal du MEAE, la première campagne de prospection systématique a permis d'enregistrer 243 sites archéologiques (Figure 2).

Cette première campagne s'est concentrée dans la zone A de Puerto Acosta, dont la superficie est de 11 250 hectares avec une géographie unique à l'échelle de l'Altiplano, alternant avec des reliefs côtiers, une vaste plaine fluviale couverte de dunes et de hautes montagnes culminants à plus de 4 500 mètres d'altitude. En parallèle des prospections, des entretiens semi-dirigés ont aussi été réalisés avec 31 individus de 16 communautés différentes afin de mieux comprendre les priorités et enjeux locaux, les perceptions des sites archéologiques et du patrimoine préhispanique, les craintes mais aussi les espoirs suscités par un potentiel



© S. Durán chacón

développement touristique et, enfin, leur implication dans le cadre du projet ALTI-plano (Figure 3).

Une meilleure compréhension de l'occupation de Puerto Acosta

Ces deux campagnes de recherche permettent d'ores et déjà de mieux comprendre l'occupation de la zone et son importance, depuis les premières occupations humaines jusqu'à l'époque Républicaine (Figure 4). En effet, la découverte de plusieurs ateliers de taille à travers une importante concentration de pointes de flèches et d'éclats suggère la présence de populations nomades de chasseurs-cueilleurs-collecteurs dès la période Archaïque (10000 – 2000 av. J.-C.).

L'époque Formative (2000 av. J.-C. – 400 apr. J.-C), période de sédentarisation et de néolithisation des hauts plateaux, est quant à elle attestée par la présence de nombreux monolithes taillés ainsi que de centres résidentiels et cérémoniels importants. Néanmoins, la configuration des sites reste difficile à déterminer car souvent modifiés et réoccupés lors des périodes suivantes. Une première analyse de la céramique formative brosse néanmoins un portrait inédit pour la région des interactions culturelles avec les phénomènes Pukara, Chiripa ou bien encore Titimani.

Figure 3 : Entretiens semi-dirigés avec des habitantes de la municipalité de Puerto Acosta, communauté de Pusani.

Les vestiges de l'Horizon Moyen (400 - 1100 Apr. J.-C), bien que limités, attestent de la présence de la culture Tiwanaku dans la région. En effet, un établissement, présentant plusieurs plateformes cérémonielles et une réelle concentration de céramiques rituelles (Figure 4), interroge sur le degré d'influence Tiwanaku dans la zone d'étude. La fouille de plusieurs secteurs durant les prochaines campagnes du projet devrait permettre de mieux comprendre les mécanismes d'intégration de la région à la sphère Tiwanaku.

Plus des deux tiers des sites enregistrés en 2023 datent de l'Intermédiaire Récent (1100-1450 apr. J.-C.), une période caractérisée par une réorganisation socio-politique suite au déclin progressif de Tiwanaku aux alentours de 900-1100 apr. J.-C. Cette période est marquée par une augmentation démographique et une occupation des sommets où s'établissent des villages de type pukara, c'est-à-dire composés de nombreuses structures résidentielles et munis d'enceintes défensives, reflétant une probable augmentation des instabilités politiques. Des chullpas (tours funéraires) dont certaines sont hautes de presque quatre mètres ont aussi été enregistrées et attestent du caractère exceptionnel du patrimoine de la région. L'Horizon Récent (1450-1532 apr. J.-C.) correspond à la domination territoriale de

L'Empire inca. Sa présence est attestée dans les sources ethnohistoriques ainsi que par l'existence de la route orientale du Qhapaq Ñan dont le tracé a été documenté lors de nos prospections. Néanmoins, peu de vestiges directement associables à l'époque Inca ont pu être observés, outre quelques tessons de céramique notamment de style impérial.

Enfin, des vestiges et artefacts documentent l'occupation de la région aux périodes Coloniale et Républicaine (1532 apr. J.-C. – XX^e siècle) notamment plusieurs haciendas et de la céramique vitrifiée. Ces vestiges offrent un rappel de la présence espagnole et, ensuite, de la gestion des haciendas par des patronnes jusqu'à la moitié du XX^e siècle.

Futures recherches

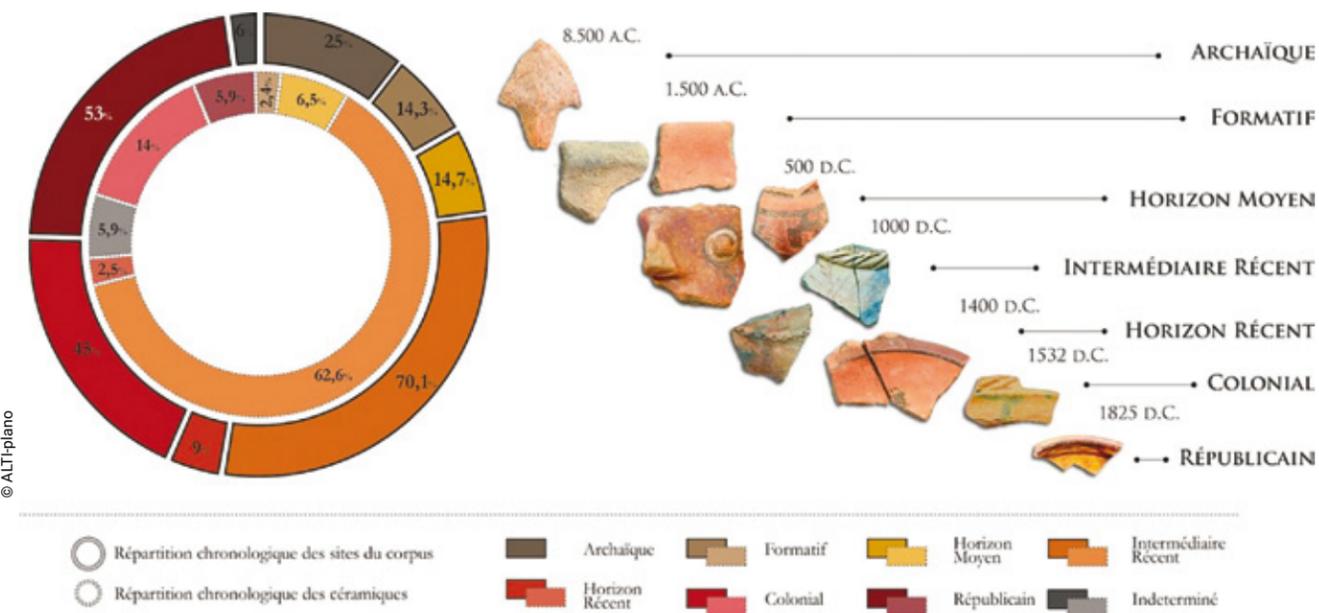
Grâce à la co-conceptualisation des objectifs du projet avec les autorités locales et les populations impliquées, dans une démarche d'archéologie participative et ouverte, certaines données récoltées, que ce soit durant les prospections ou les enquêtes, nous ont permis d'élaborer de nouvelles problématiques, telles que la relation homme-environnement sur le temps long et les enjeux des changements

climatiques sur les stratégies d'exploitation des ressources lacustres. Ceci est d'autant plus important vu le caractère exceptionnel de nombreux sites de la région, exposés aux menaces anthropiques, comme le pillage, ainsi qu'aux menaces environnementales, telles que l'érosion et le changement climatique.

Dans cette perspective, les campagnes futures permettront de répondre à ces nouvelles problématiques tout en complétant la carte archéologique de Puerto Acosta, en contextualisant notamment les développements régionaux intenses au Formatif et à l'Intermédiaire Récent, et en comprenant l'impact de la présence de Tiwanaku et de l'Empire inca dans la région.

Figure 4 : Répartition chronologique des sites du corpus (cercle extérieur) et de la céramique récoltée (cercle intérieur). Les objets archéologiques diagnostiques permettant la périodisation sont ici présentés (à droite) à valeur indicative.

- Romuald Housse, Institut français d'études andines (IFEA), composante de l'UMIFRE 17 Amérique Latine (MEAE/ CNRS Université Paris Cité), Archaïos, Archéologie des Amériques (ARCHAM, CNRS / Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)
- Estelle Praet, British Museum
- Christophe Delaere, Université libre de Bruxelles / Fonds de la recherche scientifique
- Sergio Durán Chacón, Universidad Mayor San Andrés.



La Syrie en conflits : rupture et basculement. Bilan et perspectives de recherches sur un terrain à haut risque

Le programme de recherche SHAKK fédère un collectif de chercheurs et chercheuses français et internationaux autour d'une volonté commune de poursuivre la recherche en sciences sociales sur la Syrie malgré l'inaccessibilité du terrain depuis le déclenchement de la guerre, suite au soulèvement populaire de 2011¹. Article rédigé avant la chute du régime de Bachar el-Assad.



des trajectoires, des actions et des récits qui nous semblaient avoir été jusque-là peu pris en compte. Nos travaux nous ont amenés à abandonner les orientations de recherche portant sur les dimensions diachronique et confessionnelle du conflit pour en faire émerger d'autres comme celles sur le nouveau paysage archivistique syrien, la production culturelle et artistique comme témoignages et archives intimes de la violence, ou encore les nouvelles mises en récit de l'histoire et de la mémoire syrienne proches et lointaines après le basculement de 2011. Plutôt que de mobiliser les notions de déplacement et d'indétermination dans notre examen des catégories sociales et politiques, nous en sommes venus à penser ces dernières à partir des notions de rupture et de basculement, élargissant ainsi nos horizons de recherche vers les mises en récit d'une histoire longue de la dissidence en Syrie, qui relie au soulèvement populaire de 2011 les révoltes et les engagements du passé ainsi que les massacres politiques qui marquent la gouvernance de la société par le régime Al-Assad depuis plus d'un demi-siècle².

Pour penser la révolution et la guerre, notre hypothèse heuristique de départ retenait les notions de déplacement et d'indétermination pour examiner les reconfigurations politiques, religieuses, sociales, territoriales et mémorielles dans un contexte d'incertitude (*shakk* en arabe), tout en revenant sur la genèse de la révolte et l'histoire de sa mutation en conflit armé à partir des acteurs,

Ainsi, alors qu'on avait pu penser une certaine aphasie politique chez une société muselée par un régime extrêmement répressif, la révolution a rendu possible la résurgence des mémoires enfouies des massacres des années 1980, des emprisonnements des membres de la famille pour leurs appartenances politiques dissidentes, des descentes des services de sécurité dans

1. SHAKK - *De la révolte à la guerre en Syrie : conflits, déplacements, incertitude* est un programme de recherche collaboratif (PRC) financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) avec comme partenaires le Centre d'études en sciences sociales du religieux (CéSor, CNRS / EHESS), l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, CNRS / MEAE), la Bibliothèque nationale de France (BnF) et l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (IREMAM, CNRS / AMU) entre février 2018 et janvier 2025. Plusieurs dizaines de chercheurs et chercheuses y ont collaboré et les citer tous est impossible ; les membres du collectif d'origine, dont certains l'ont quitté par la suite, sont Nisrine Al-Zahre, Emma Aubin-Boltanski, Cécile Boëx, Thierry Boissière, Alain Carou, Myriam Catusse, Vanessa Guéno, Boris James, Jean-Christophe Peyssard, Paulo Pinto, Thomas Pierret et Anna Poujeau.
 2. Un colloque international, *L'histoire et la mémoire à l'épreuve de la révolte et de la guerre en Syrie*, organisé par Cécile Boëx, Vanessa Guéno, Boris James et Anna Poujeau, s'est tenu à l'Ifpo de Beyrouth du 25 au 27 janvier 2023 et a réuni 25 intervenants.

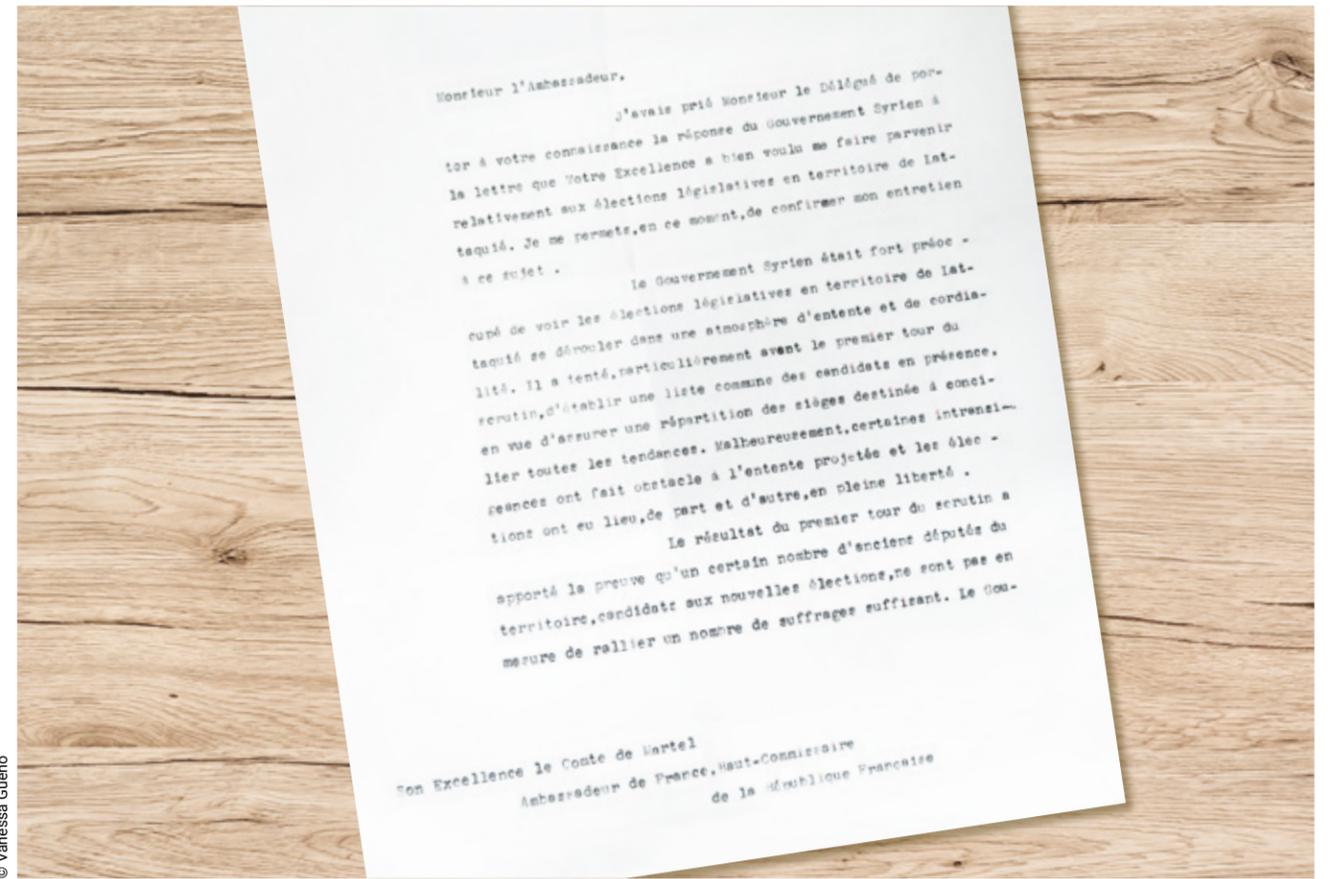
toutes les maisons du quartier à la recherche d'armes³, etc. La réactivation mémorielle durant la révolution de ces événements traumatiques de l'histoire contemporaine syrienne avait d'une certaine manière pour objectif de mettre en échec les stratégies du déni du régime de sa propre violence et de son mode de gouvernance par le massacre. En effet, une chape de plomb s'était abattue sur les épisodes très violents de contestation du début des années 1980 (Frères musulmans, mouvements et partis de gauche, syndicats, bourgeoisie commerçante des grandes villes) auxquels le régime de Hafez al-Assad installé au pouvoir dix ans plus tôt avait dû faire

Affiche du colloque organisé par Cécile Boëx, Vanessa Guéno, Boris James et Anna Poujeau à l'Ifpo Beyrouth (25-27 janvier 2023) L'histoire et la mémoire à l'épreuve de la révolte et de la guerre en Syrie.

face en mobilisant toutes ses forces pour « sauver la révolution baasiste ». Les massacres perpétrés alors font des dizaines de milliers de morts (Jisr al-Shoughour, Ma'arra et Idleb en mars 1980, Deir al-Zor le 15 avril 1980, Alep 1980-1981, la prison de Palmyre le 27 juin 1980 et Hama en février 1982). C'est sans nul doute dans leurs rapports avec cette histoire enfouie et afin que, précisément, le déni ne soit plus possible qu'il faut comprendre la volonté des Syriennes et Syriens de filmer et enregistrer d'une manière ou d'une autre ce qui était en train de se passer sur le terrain, ainsi que les innombrables entreprises mémorielles nées durant la révolution en Syrie puis dans l'exil. Si l'on dit donc souvent que le conflit syrien est l'un des plus documenté de l'histoire par ses acteurs eux-mêmes, c'est bien dans toute sa dimension politique qu'il faut comprendre cette frénésie testimoniale et archivistique.

Travailler à distance sur une société ravagée par un conflit d'une violence extrême implique néanmoins d'inventer de nouvelles méthodes d'enquête tout en construisant des objets de recherche qui permettent de se saisir, au moment où la guerre est toujours en cours, d'une réalité sociale et politique en profonde mutation. Sur ce terrain à haut risque, les enjeux épistémologiques et éthiques étaient donc de taille et les chercheurs et chercheuses du collectif les ont toujours pensés au cœur même de leurs travaux. Par exemple, le travail de Cécile Boëx (EHES, CéSor) sur l'archivage de corpus de vidéos du conflit rassemblés par des chercheurs au département de l'audiovisuel de la BnF, a été porté par une réflexion sur la dimension éthique de ce projet, l'accessibilité de ces vidéos au public, les façons de les visionner alors que certaines sont d'une très grande violence, ou encore de les faire disparaître si tel était le souhait du vidéaste ou des personnes qui y apparaissent⁴. De la même façon, les recherches de Vanessa Guéno (CNRS, IREMAM) sur le fonds d'archives Jamil Mardam Bey sont conduites dans le cadre d'une réflexion plus générale sur l'accueil en Europe des archives syriennes privées

© Vanessa Guéno



3. En particulier après le massacre de la ville de Hama survenu en février 1982 en représailles au soulèvement armé des Frères musulmans et qui fit entre 10 000 et 40 000 morts selon les estimations.

4. Pour une réflexion générale sur l'usage et l'analyse des images en temps de guerre voir : Boëx C., Devictor A. (dir.) 2021, *Syrie : une nouvelle ère des images. De la révolte au conflit transnational*, CNRS Éditions ; Boëx C., Devictor A. (ed.) 2024, *Syria, Revolt and War in the Digital Age*, American University of Cairo Press.

ou privatisées en exil et les modalités de leurs dépôts, traitements et accessibilités tout en envisageant de potentielles conditions futures qui permettraient leur retour en Syrie⁵. En outre, à celle de la dimension éthique de nos recherches, s'est ajoutée l'inévitable question de l'engagement du chercheur. Pleinement assumée dans notre projet, l'un des objectifs principaux était de contribuer à la formation d'une nouvelle génération de chercheurs syriens exilés en Europe, en s'appuyant notamment sur le programme d'accueil des étudiants réfugiés de l'École des hautes études en sciences sociales (EHES). Dès 2017, une partie du collectif SHAKK y dirigeait un séminaire de recherche fréquenté par un public composé en partie d'étudiants syriens souhaitant travailler sur les problématiques les plus contemporaines du pays qu'ils avaient dû fuir⁶. Ainsi, durant sept années, menant de front des activités de recherche et de

Extrait d'un courrier de la Présidence du Conseil des Ministres syrien adressé à l'Ambassadeur de France le Comte de Martel, Haut-Commissaire de la République française, 27 octobre 1937. Fonds d'archives Jamil Mardam Bey. Photo du 15/12/2020.

formation⁷, SHAKK a tissé un vaste réseau de plus d'une soixantaine d'étudiants et de chercheurs internationaux sur la Syrie contemporaine installés en Europe, au Moyen-Orient et aux États-Unis. Ce réseau en cours de structuration a vocation à s'ouvrir aux chercheurs et chercheuses travaillant sur d'autres terrains en conflit au Moyen-Orient portant un intérêt pour les questions épistémologiques, méthodologiques, et éthiques que leurs recherches soulèvent. Cette nouvelle perspective s'est notamment concrétisée par l'École thématique du CNRS organisée par le collectif SHAKK en mai 2024 *Sciences sociales et terrains à haut risque en Syrie et au Moyen-Orient*.

➔ **Anna Poujeau**, chargée de recherche CNRS au Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative anna.poujeau@cnrs.fr, Unité CNRS / Université Paris Nanterre

5. Le fonds d'archives de Jamil Mardam Bey (1839-1960) représente 491 documents / 1 214 pages (environ deux mètres linéaires) constitués de correspondances privées, notes, brouillons, tracts, coupures de presse et discours politiques produits ou reçus au cours de ses mandats ministériels de 1920 à 1949. Pour une analyse du fonds, voir : Guéno V. (à paraître), Gisements d'archives improbables, voyage au cœur de papiers syriens, in BEO, n°69 : Faire archive au Proche-Orient hier et aujourd'hui : légitimités, matérialités, temporalités.

6. Le séminaire *Sciences sociales et conflit(s) en Syrie : enjeux épistémologiques, éthiques et théoriques* était dirigé par Nisrine Al-Zahre, Cécile Boëx, Thomas Pierret et Anna Poujeau.

7. Une partie du collectif (Cécile Boëx, Boris James, Vanessa Guéno, Thomas Pierret et Anna Poujeau) a organisé deux événements majeurs de formation ayant réuni chacun 35 participants : en 2022, une École d'été *La Syrie après 2011 au prisme des sciences sociales* et, en 2024, une École thématique du CNRS.

L'exposition *Slithering Cures* (Institut Français de Pondichéry, février 2024)

Dans un petit village du sud de l'Inde, chaque jour pendant la saison de la chasse, des dizaines de villageois *adivasi* appartenant à la communauté Irular (catégorisée dans les populations dites tribales) apportent des serpents parmi les plus dangereux du pays tels que cobras, vipères ou bongares, auprès d'un centre coopératif de collecte de venin, le seul d'Inde et géré par la communauté.

Les serpents sont conservés par centaines dans de simples pots de terre, disposés au sein d'une fosse pendant quelques semaines, le temps d'extraire leur venin, puis ils sont relâchés dans la nature. Le venin fait alors l'objet d'une série d'opérations : réfrigéré, purifié et lyophilisé, il est acheminé vers des firmes pharmaceutiques qui l'injectent pendant plusieurs mois à des chevaux afin de développer leur immunité face à l'envenimation. Les anticorps de chevaux seront à leur tour employés dans la fabrication de sérum antivenin, un médicament essentiel.

L'envenimation, vue depuis la coopérative Irular, pose une série de questions aux sciences de la nature, aux sciences sociales et aux arts visuels : comment dire le processus de production des antivenins, depuis la capture des serpents jusqu'à l'injection du sérum à des patients ? Comment expliciter les conceptions associées au venin à partir des différentes positions sociales ou professionnelles des groupes impliqués (depuis les chercheurs scientifiques jusqu'aux villages irulas) ? Comment y associer des connaissances traditionnelles, légendes, pratiques rituelles associées au serpent et au venin en Inde et comment les connecter à l'histoire des relations sociobiologiques entre espèce humaine et espèces de serpents ? Dans quelle mesure les confrontations de ces conceptions manifestent la mise en commun de mondes et d'ontologies contradictoires ? *In fine*, comment rendre compte des processus de recherche par des méthodes « sensibles » ? Quels récits, quelles formes de narration nous faut-il privilégier pour faire exister les problèmes réels d'une société, sans céder à des modes de calcul éthiquement douteux ?

« L'envenimation, vue depuis la coopérative Irular, pose une série de questions aux sciences de la nature, aux sciences sociales et aux arts visuels. »

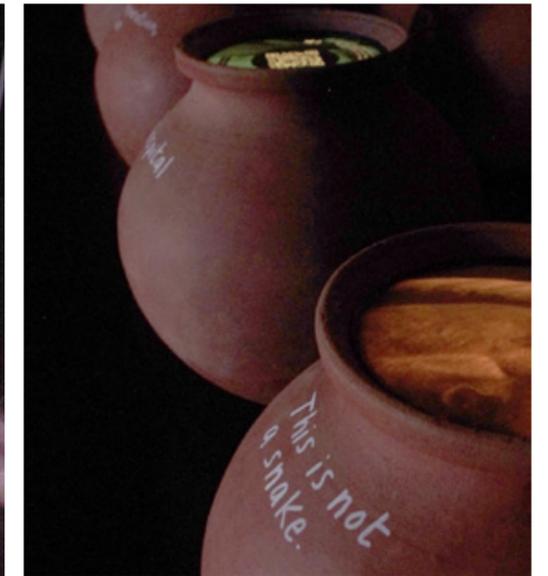
Bioscope.



© Maida Chavak

C'est pour tenter de répondre à ces questions que nous avons monté l'installation *Slithering Cures*, exposée à l'Institut Français de Pondichéry au cours du mois de février 2024. L'installation, issue d'un dialogue entre plasticiennes et chercheuses et chercheurs en sciences sociales, propose un parcours visuel et sonore dans la fabrication d'antivenins en Inde.

À la coopérative, les visiteurs assistent en surplomb aux opérations d'extraction de venin conduites dans une fosse emplies de pots — dans une atmosphère mêlant le spectaculaire à l'explication technique. Cette scène de départ offre la matière d'un dispositif scénographique. L'installation se compose de 72 pots de terre



© Installation_Slithering_Cures_credits_Maida_Chavak

disposés sur une plateforme elle-même installée dans une semi-pénombre. Chaque pot est rétroéclairé et présente une image extraite des collections visuelles issues de la collection du Madras Crocodile Bank Trust (qui héberge la coopérative d'extraction de venin), de l'Institut Français de Pondichéry, de l'École Française d'Extrême-Orient, de Vins Bioproducts (un fabricant d'antivenin), de l'ouvrage classique d'herpétologie *The Thanatophidia of India* (J.Fayrer, 1872) ou des archives personnelles d'un chercheur en biologie, Kartik Sunagar. S'y ajoutent également des captures de sons réalisées sur le terrain (par exemple lors d'une chasse au serpent avec des membres de la coopérative ou dans l'animalerie d'un grand laboratoire pharmaceutique) et des compositions musicales réalisées à partir de matériaux en lien avec l'installation (par exemple des extraits de films indiens narrants des histoires de serpents, chants et mantras destinés à protéger des morsures). Le parcours est libre. Les visiteurs circulent autour de la plateforme, observent les pots et piochent du regard parmi les matériaux proposés. Venant d'horizons différents, des arts et des

« L'installation, issue d'un dialogue entre plasticiennes et chercheuses et chercheurs en sciences sociales, propose un parcours visuel et sonore dans la fabrication d'antivenins en Inde. »

sciences sociales, nous avons conduit des enquêtes de terrain et conceptualisé l'installation de façon collaborative et sans distinguer ou répartir des tâches qui le sont habituellement à des fins d'efficacité. Nous avons ainsi nourri la fabrication de l'installation de la manière la plus collective et la moins hiérarchique possible pour aboutir à une proposition de mise en récit reflétant nos différences professionnelles.

Slithering Cures s'inscrit alors pleinement dans la foulée des multiples pratiques d'expérimentation qui cherchent à mettre en discussion des questions de santé globale, des enjeux environnementaux et leur croisement, contenu dans la notion de *One Health* par exemple, tout en s'essayant à des formes narratives alternatives de ces récits.

- Maida Chavak (artiste visuelle, scénographe)
- Camille Neff (artiste, installatrice et curatrice indépendante d'exposition)
- Matthieu Quet (directeur de recherche en sociologie, IRD, Ceped et coordinateur du projet)

LE DOSSIER

CE QUE LA QUESTION DU GENRE dit des sociétés

Droits des femmes et géopolitique Autour des conférences onusiennes de 1975-1995

Du développement à l'euphémisation ou encore à la gestion des conflits et la démocratisation, le genre fait aujourd'hui partie de l'agenda des organismes bureaucratiques internationaux.

Le genre, un agenda international

L'Union européenne a adopté en 1997 le principe du *gender mainstreaming* (prise en compte transversale des inégalités de sexe dans l'action publique), tandis que l'objectif d'une « diplomatie féministe » est affiché par plusieurs gouvernements occidentaux dont celui de la France. Ces mesures sont issues d'une longue histoire qui a été particulièrement intense pendant les années 1975-1995. Si elle reste incomplètement étudiée encore, elle renseigne amplement sur la place centrale du genre dans l'articulation des rapports de pouvoir, y compris géopolitiques.

Quatre conférences mondiales sur les femmes

L'ONU a déclaré 1975 Année internationale de la femme, a réuni la première conférence mondiale sur les femmes à Mexico et a lancé dans son sillage la Décennie des Nations unies pour la femme (1976-1985). Rythmée par deux conférences tenues à Copenhague (1980) et à Nairobi (1985), cette dernière fut marquée par l'adoption de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, 1979) et par la création du Fonds de développement de l'ONU pour la femme (UNIFEM, 1976) et de l'Institut international de recherche et de formation de l'ONU pour la promotion de la femme (INSTRAW, 1979)¹. Les trois conférences ont suscité une importante production de recherches, indicateurs et données chiffrées pour mesurer les inégalités et ont débouché sur des plans d'action variablement endossés par les gouvernements. Le processus onusien a culminé avec un quatrième rassemblement à Pékin en 1995, qui a consacré



Conférence mondiale sur les femmes à Pékin du 4 au 15 septembre 1995, hauts responsables du système des Nations Unies : (de gauche à droite) Mme Carol Bellamy, directrice exécutive de l'UNICEF ; Mme Catherine Bertini, directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM) ; Mme Elizabeth Dowdeswell, directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

les « droits humains des femmes » et le *gender mainstreaming* comme mots d'ordre d'un féminisme bureaucratique à vocation universelle déployé depuis bientôt trente ans².

Reconnaissance bureaucratique des luttes militantes

Envisageant la période 1975-1995 comme un continuum, de nombreux travaux postulent l'émergence d'un « mouvement global pour les droits des femmes » porté par des regroupements militants transnationaux issus des conférences et mobilisés autour d'agendas variables. Ainsi, dans les années 1970, ils ont critiqué les effets de l'aide internationale sur la division sexuée du travail dans les pays du « Sud » et réclamé des programmes sensibles au rôle des femmes dans l'économie non monétisée. Au

1. Les deux ont été absorbés en 2011 dans ONU-Femmes.

2. Il comprend aussi l'adoption en 2000 de la Résolution 1325 « Femmes, paix et sécurité » du Conseil de Sécurité de l'ONU.

tournant de la décennie 1980, ils ont dénoncé les violences sexistes et ont arrimé leurs revendications à la justice humanitaire lors de la conférence mondiale sur les droits humains (Vienne, 1993), obtenant l'adoption par l'ONU d'une Déclaration sur l'élimination des violences envers les femmes (DEVAW). La conférence mondiale sur la population et le développement rassemblée au Caire en 1994 a permis la consolidation du répertoire de la santé et des droits sexuels et reproductifs, tandis que la quatrième conférence mondiale sur les femmes (Pékin, 1995) a scellé le principe du *gender mainstreaming*.

Internationalismes concurrents

Critiquant les récits des mobilisations convergentes et sans à-coup, d'autres recherches soulignent que les événements internationaux étaient un théâtre du conflit pendant la Guerre froide. En effet, faisant écho au traitement des inégalités par les États, différentes formes de politisation du genre se sont affrontées pendant la Décennie mondiale. Si les démocraties occidentales privilégiaient les libertés et droits individuels et la séparation des sphères intime et politique, les pays socialistes avaient inscrit l'égalité des sexes dans la loi et la soutenaient par des mesures de socialisation des tâches domestiques, érigeant l'émancipation des femmes en symbole de leur idéologie de justice sociale. Absentes des premiers travaux sur la construction des droits des femmes dans



© UN/DPI Photo

Hillary Rodham Clinton prononce le discours d'ouverture de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les femmes au Centre international de conférences de Pékin, en Chine.

Salle plénière du Centre international de congrès de Beijing (BICC), Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, du 4 au 15 septembre 1995.

le cadre onusien, la participation des ressortissantes des États socialistes aux rassemblements mondiaux, tout comme les alliances entre démocraties populaires et pays du « Sud » ont été éclairées par des recherches récentes sur la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF). Lancé en 1945 et soutenu par l'URSS, cet organisme couplait la promotion des droits sociaux des citoyennes à des revendications pacifistes, anti-impérialistes et antiracistes. Dotée de nombreuses branches nationales et très investie dans les régions décolonisées, la FDIF a diffusé des publications multilingues, organisé des séminaires, distribué des bourses, convié dix congrès mondiaux des femmes avant 1991. Elle a été à l'initiative de l'Année internationale de la femme et de la CEDAW et a posé sa marque sur des luttes locales tout aussi bien que sur les documents internationaux traitant des droits des femmes à l'éducation, au travail, à l'égalité salariale, à la protection de la maternité.

Enfin, les rassemblements onusiens ont offert un espace d'expression aux acteurs postcoloniaux qui réclamaient un « nouvel ordre international » tout en menaçant l'équilibre géopolitique par le biais de pressions économiques et de luttes armées. Forts de leur nombre et bénéficiant du soutien des pays du

« bloc » de l'Est, ils ont porté une « offensive contre-hégémonique » dans les arènes internationales. En témoigne entre autres une Déclaration adoptée à la fin de la conférence de Mexico (1975), qui fait écho aux revendications du Mouvement des Non-alignés et évoque le « potentiel révolutionnaire des femmes ».

« Féminisme global »

Si l'activisme des États socialistes et de leurs alliés a catalysé et longtemps soutenu le processus d'élaboration du référentiel onusien des droits des femmes, les visions libérales ont pris le dessus après la défaite du « bloc de l'Est » en 1989/1991. Promu par la diplomatie culturelle étasunienne, le consensus autour des « droits humains des femmes » et du *gender mainstreaming* efface alors les initiatives et les références d'inspiration communiste et occulte les innombrables contestations de l'ordre capitaliste et des déséquilibres socioéconomiques internationaux. Mobilisant des savoir-faire militants et les ressources matérielles de l'aide internationale (coopération au développement, promotion démocratique post-autoritaire), des réseaux transnationaux - rassemblant des femmes du « Nord » et du « Sud » dans les années 1980, de l'« Ouest » et de l'« Est » dans les années 1990 - ont œuvré à l'universalisation des objectifs des luttes pour les droits des femmes et proclamé leur convergence « globale ». Parmi les acteurs qui ont œuvré à la production du consensus post-Guerre froide, citons



© UN/DPI 051620 by Chen Kai Xing

Les secrétaires générales des quatre Conférences des Nations Unies sur les femmes ayant eu lieu jusqu'à présent, réunies à Pékin lors de la quatrième Conférence du 4 au 15 septembre 1995.

l'International Women's Tribune Center (New York), coordonnateur des forums militants accompagnant les conférences mondiales des femmes ; le Center for Women's Global Leadership (Rutgers University, New Jersey), noyau de la campagne internationale soldée par l'adoption de la DEVAW ; le Network of East-West Women (New York et Gdansk), qui a impulsé le féminisme postsocialiste professionnalisé porté dans les pays est-européens par des ONG et des programmes académiques alignés à la « sociodicée »³ de la « transition ».

Continuum de préoccupations

Aujourd'hui comme hier, des interfaces et des ressources institutionnelles font circuler des acteurs et des savoir-faire entre milieux militants, diplomatiques et bureaucratiques et rendent possible un continuum de préoccupations alliant intérêts géopolitiques et promotion internationale des droits des femmes.

➔ **Ioana Cirstocea**
(CNRS, CEFRES Prague et CESSP Paris)



© Timbres-1975_credits_loana Cirstocea

© UNDP/051331 Zhang Yan

3. Discours justifiant l'organisation et la structure de la société.

Entretien avec Margaux Herman sur le manuel universitaire

History of Women in Ethiopia, Addis-Abeba, AdéBooks, 2024.

Propos recueillis et transcrits par Pierre Guidi

Margaux Herman est maîtresse de conférence à l'Inalco et au Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (Cessma). Elle est chercheuse associée au Centre français des études éthiopiennes (CFEE, UMIFRE 23, CNRS / MEAE). Pierre Guidi est chargé de recherche à l'IRD et au Centre Population et Développement (Ceped). Il est chercheur associé au Centre français des études éthiopiennes.

1 Pierre Guidi : Bonjour Margaux. Tu as dirigé le manuel *History of Women in Ethiopia*, à paraître en octobre 2024 aux éditions AdéBooks du Centre français des études éthiopiennes (CFEE). Pourrais-tu revenir sur la genèse de ce projet ? Pourquoi as-tu eu l'idée de cette publication ? À quel contexte d'enseignement et historiographique as-tu voulu répondre avec ce livre ?

Margaux Herman : Je m'intéresse depuis longtemps à l'histoire des femmes en Éthiopie. J'ai fait ma thèse de doctorat sur l'histoire des femmes des élites à l'époque médiévale et au début de la période moderne. Après ma soutenance, je suis partie enseigner l'histoire à l'université de Debre Berhan, en Éthiopie. En 2012, le gouvernement éthiopien avait décidé d'un cours obligatoire, au niveau licence, sur l'histoire des femmes. Au vu de ma spécialité, ce cours m'a été confié et je l'ai assuré entre 2012 et 2014. Or, je me suis très vite rendue compte que tout était à construire et que nous disposions de peu de références bibliographiques à l'appui de ce cours. Donc, j'ai dû aller à la bibliothèque centrale d'Addis-Abeba pour photocopier des articles afin que les étudiantes et étudiants aient des choses à lire. Là, j'ai constaté un manque criant de documentation aussi bien pour les étudiantes et étudiants que pour les enseignantes et enseignants. Il était difficile d'avoir accès à des ouvrages ou des articles en anglais portant sur l'histoire des femmes en Éthiopie. Je me demandais vraiment ce que les autres enseignants proposaient dans les autres universités du pays. À partir de là, j'ai décidé de contacter des chercheuses

« *Nous avons voulu couvrir, autant que possible, l'ensemble de l'espace géographique éthiopien, pour que ce soit au mieux représentatif de ce que les femmes ont pu apporter dans l'histoire en tant qu'actrices sociales.* »

et chercheurs et enseignantes et enseignants qui travaillaient sur l'histoire des femmes, souvent de manière périphérique, parce que nous étions très peu de chercheuses et chercheurs dont l'objet d'étude était les femmes dans une approche historique. C'est là que l'aventure a commencé, avec le soutien du CFEE.

2 PG : Comment as-tu réuni l'équipe qui a contribué à ce volume ?

MG : Dans un premier temps, nous avons créé un séminaire sur deux ans avec le CFEE, le Center for Gender Studies et le département d'histoire de l'université d'Addis-Abeba (AAU). L'équipe organisatrice se composait de moi-même et Thomas Guindeuil pour le CFEE, puis Rahwa Mussie et Belete Bizuneh pour AAU. De ce séminaire est venue l'idée de développer un manuel qui ferait le point sur l'état de la recherche sur l'histoire des femmes en Éthiopie, en couvrant une chronologie historique longue, des temps anciens à nos jours, ainsi qu'un large panel de thèmes de recherche. L'histoire des femmes la plus connue jusqu'à présent est celles des élites. Donc, en plus de faire un état des lieux historiographique, nous avons voulu élargir à des thèmes comme le travail (industriel et artisanal), les religions, le sport, l'éducation, la santé, la guerre, le droit, le militantisme, etc. Nous avons pu traiter ces divers thèmes en contactant des chercheurs venus de différentes disciplines des sciences sociales, à qui nous avons demandé d'adopter une perspective historique.



Couverture *History of Women in Ethiopia* aux éditions AdéBooks.

3 PG : Peux-tu en dire un peu plus sur les autrices et auteurs ?

MH : Dès le début, nous avons eu la volonté d'impliquer aussi bien des chercheuses et chercheurs européens que des chercheuses et chercheurs éthiopiens. Et nous voulions que chaque chapitre soit co-écrit. Cela a pu se faire dans certains cas, mais pas systématiquement, soit parce que les chercheurs qui travaillaient sur tel ou tel thème étaient trop rares, soit parce que les agendas ne se coordonnaient pas. Beaucoup de gens ont été contactés, la majorité a répondu positivement mais certains n'ont pas pu pour des raisons de calendrier. Comme je l'explique dans l'introduction de ce manuel, il a fallu faire des choix. Par exemple, des thèmes comme celui des femmes en milieu agricole n'a pas pu être couvert. C'est dommage, mais cela pourra être fait dans un deuxième volume. Le projet est né comme cela, petit à petit, à travers des contacts, par couverture de thèmes. En plus de la profondeur historique qui était très importante, il fallait également sortir du carcan de n'étudier que les femmes des hauts plateaux de l'Éthiopie. Nous avons voulu couvrir, autant que possible, l'ensemble de l'espace géographique éthiopien, pour que ce soit au mieux représentatif de ce que les femmes ont pu apporter dans l'histoire en tant qu'actrices sociales.

4 PG : Qu'en est-il de l'aspect pédagogique de ce manuel ?

MH : Le manuel, comme son nom l'indique, a été pensé dans un objectif d'enseignement. Tout est

en anglais, qui est la langue de l'enseignement supérieur en Éthiopie, et les chapitres ont un format assez court, afin de permettre aux enseignants de monter rapidement leurs cours, en faisant facilement des choix dans le manuel. Donc des chapitres de cinq à six pages, avec des références bibliographiques pour motiver les étudiants à lire plus, à développer des recherches et pour laisser aussi les enseignants assez libres du format choisi.

5 PG : Avec des indications sur les sources aussi...

MH : Bien sûr. Chaque chapitre comprend des encarts sur des sources précises qui permettent de montrer la diversité des sources mobilisées et mobilisables. Bien qu'on entende souvent qu'il est difficile d'écrire et d'étudier l'histoire des femmes faute de documentation, les sources sont en réalité très nombreuses. Il fallait montrer la variété des sources utilisées pour écrire les chapitres, en fonction du thème et la période étudiée. Ceci afin d'illustrer le potentiel de ce champ de recherche encore peu touché et aussi pour pouvoir mener des activités pédagogiques autour du métier d'historienne et d'historien, et de ce qu'implique l'écriture de l'histoire des femmes. L'objectif est aussi de motiver des vocations, pour que des étudiantes et étudiants de licence souhaitent travailler en master sur l'histoire des femmes. Il fallait montrer ce potentiel car nous avons besoin de renforcer la recherche sur ce domaine.

6 PG : Peux-tu dire deux mots sur la publication du livre et sur le type de diffusion envisagée ?

MH : Le but premier était de publier un manuel le plus complet possible et largement accessible aux étudiantes et étudiants et aux enseignantes et enseignants en Éthiopie. Il est ainsi publié en deux versions : une version papier distribuée dans toutes les bibliothèques universitaires du pays et en vente à un prix abordable pour celles et ceux qui souhaitent l'acquérir, une version en ligne gratuite en libre accès sur le site du CFEE. Ceci a été rendu possible grâce au projet Science ouverte pour les études africaines (SOEA) du Fonds national pour la science ouverte (FNSO). Ce projet est dirigé par Bastien Miraucourt, ingénieur de recherche au CNRS, au sein de l'ensemble des UMIFRE en Afrique¹. Quiconque dispose d'une connexion internet a donc accès au livre. Ceci est un enjeu central en Éthiopie où l'accès aux ressources pour les étudiantes et étudiants et les enseignants et enseignantes chercheurs et chercheuses est vraiment très limité.

1. <https://www.lam.sciencespobordeaux.fr/projet-soea-science-ouverte-pour-les-etudes-africaines/>

Le travail des femmes incarcérées au Pérou : un outil privilégié pour analyser les inégalités de genre

Que nous disent les prisons péruviennes sur les inégalités de genre au Pérou ? Comment les trajectoires de vie des femmes incarcérées dévoilent les inégalités de « genre » mais aussi de classe et « race »¹ et comment celles-ci affectent-elles leurs vies pendant la détention ?

L'article expose les résultats d'une recherche doctorale sur les trajectoires de vie et de travail, avant et pendant la détention, de femmes incarcérées à la prison pour femmes à Cusco², dans les Andes péruviennes. Cette recherche, à la croisée de la sociologie, des études de genre, de l'imbrication des rapports sociaux, et de la sociohistoire, est basée sur des observations, des entretiens menés auprès de 35 femmes incarcérées, et des autorités pénitentiaires, ainsi que sur un travail de recherche d'archives.

Changements récents des prisons péruviennes

Le Pérou compte 96 805 personnes incarcérées pour 34 millions d'habitants, soit un taux d'incarcération de 289 personnes par 100 000 habitants³, à peu près deux fois plus élevé qu'en France métropolitaine⁴. Parmi ces détenus, 5 032 sont des femmes (INPE, 2024). Avec seulement 176 femmes, la prison pour femmes de Cusco reste une petite prison par rapport aux prisons pour femmes de la capitale.

L'incarcération féminine au Pérou se singularise en raison de trois phénomènes contemporains : le conflit armé péruvien (1980-2000) ; son rôle dans le narcotrafic — étant le deuxième pays producteur de feuilles de coca destinées à la production de cocaïne

« L'incarcération féminine au Pérou se singularise en raison de trois phénomènes contemporains : le conflit armé péruvien (1980-2000) ; son rôle dans le narcotrafic ; et la réforme pénitentiaire concernant le travail en prison. »

après la Colombie (UNODC, 2024) ; et la réforme pénitentiaire concernant le travail en prison. Le conflit armé a entraîné une hausse de l'incarcération des femmes et a changé l'image de la femme criminelle, en raison de leur forte participation dans les groupes qui ont pris les armes contre l'État péruvien : le Sentier Lumineux et le Mouvement Révolutionnaire Túpac Amaru. Pendant cette période, la dictature d'Alberto Fujimori (1990-2000) a aussi mis en place des politiques d'ajustement structurel et a déployé la guerre contre les drogues, accompagnée par les politiques de *mano dura* (main ferme) appliquant des peines d'incarcération plus longues et affectant les femmes impliquées dans les chaînes de trafic illicite de drogue (TID). En mars 2024, 2 372 femmes (47%) étaient condamnées pour TID (INPE, 2024), les peines pouvant aller de



Photo 1 : Travail en prison. Meubles faits par les hommes.

© Sharie Neira Rios

1. La « race » est un rapport social de domination (Guillaumin, 1992) avec des racines historiques liées à la colonisation des Amériques (entre autres territoires) et son héritage : la colonialité (Quijano, 2005), la colonialité du genre (Lugones, 2008), etc. Les études sociologiques utilisent les concepts de racisation et racialisation (Mazouz, 2020), pour analyser la « race ».
2. Cette prison a les fonctions d'une maison d'arrêt, d'un centre de détention et d'une maison centrale.
3. <https://www.prisonstudies.org/country/peru>
4. Défenseur des Droits (2020).

6 à 15 ans pour transport, micro-commercialisation, production, etc. qui sont les postes les plus bas et les plus féminisés des chaînes du narcotrafic. À Cusco, 17 des 35 femmes enquêtées étaient incarcérées pour TID, 4 pour traite de personnes, 4 pour vol, d'autres pour escroquerie, homicide, etc. La prison pour femmes de Cusco est aussi un espace globalisé, où se trouvent des femmes aux origines diverses : de Cusco ainsi que d'autres régions (Apurímac, Puno, Lima, Ayacucho, etc.), d'espaces ruraux et urbains, mais aussi d'autres pays — par exemple l'Europe de l'Est, phénomène lié au TID. Par conséquent, la prison est aussi un espace privilégié pour analyser les inégalités de genre dans d'autres régions et pays.

Le gouvernement de Pedro Pablo Kuczinsky a publié en 2017 le décret législatif *Prisons Productives*, encourageant l'insertion d'entreprises privées dans le milieu pénitentier péruvien afin d'embaucher les personnes incarcérées. Les rapports de l'Institut national pénitentier (INPE) au Pérou montrent l'évolution du travail en prison : le nombre des personnes détenues qui travaillent a doublé entre en 2017 et 2024 pour atteindre 25 687 hommes (30,5 % des hommes⁵) et 2 376 femmes (47,2 % des femmes)⁶. À la prison pour femmes à Cusco, 131 femmes sur 135 travaillaient lors de mon enquête de terrain en 2022.

Division sexuelle du travail « entre prisons »

Les travaux les plus réalisés en prison sont des travaux manuels de bijouterie, production de jouets et peluches, suivis de la menuiserie, la confection de vêtements, et le travail du cuir⁷. Les travaux officiels⁸ observés à la prison pour femmes de Cusco entre 2022 et 2024 sont : la fabrication de peluches, le tissage de pulls à la machine et/ou leur finition à la main, la production des produits en cuir, le tricot, le potager, la boulangerie, le pressing et l'*economato* — préparation d'une nourriture payante de meilleure qualité que les repas fournis par la prison.

La plupart des travaux dans la prison sont liés au genre féminin, faits à la main ou avec des machines associées aux femmes, comme la machine à coudre ou à tisser, contrairement aux prisons pour hommes. Les femmes n'ont pas accès aux instruments et machines nécessaires à la menuiserie ou à la sculpture, créant un *gap-technologique* (Tabet, 1979) entre les hommes et les femmes. Cette division sexuelle du travail (Kergoat, 2001) n'est pas liée aux envies des femmes ni à leur expertise car une seule

5. J'utiliserai les mots « hommes » ou « femmes » pour parler des personnes incarcérées.

6. Voir les rapports de l'INPE sur : https://siep.inpe.gob.pe/Archivos/2024/Informes%20estadisticos/informe_estadistico_marzo_2024.pdf

7. Il y a aussi : le tissage à la machine, la sculpture du bois, la menuiserie métallique, la céramique, la production de chaussures, la boulangerie-pâtisserie, le tissage manuel, le tricot, *telares* - production textile, la préparation des repas gratuits pour toute la prison et l'*economato*.

8. Les travaux « officieux » sont des services faits et payés entre les personnes incarcérées : la garde d'enfants des autres femmes détenues, transporter la production au sein de la prison, garder des places dans la file d'attente pour les appels téléphoniques, etc.

Photo 2 : Travail de tricot des femmes.



Photo 3, prise pour le livre « ¡Nawiykita kichariy ! (ouvre tes yeux !). Machine à tisser prise par Karina et par la photographe Cristina Hara.



© Cristina Hara

d'entre elles savait tricoter avant son incarcération. Elle est plutôt attachée au regard de l'institution, qui associe les femmes à certains travaux genrés, notamment manuels et sous-qualifiés qui correspondraient aussi à leur classe sociale ; ainsi — « si la loi est apparemment neutre, son application est fortement sexuée » (Cariel, Chetcuti & Lanno, 2024). Cette distinction est aussi associée à l'histoire des prisons au Pérou, et à la prise en charge des femmes « déviantes » par des sœurs catholiques européennes dès la fin du XIX^e siècle.

Le travail en prison constitue ainsi une remise en ordre des normes de genre, brisées par les femmes « déviantes », et un renforcement des inégalités de classe qui les maintient dans un statut de main d'œuvre bon marché et sous-qualifiée. Ce trait est renforcé par le travail que donnent les entreprises, dont le tissage à la machine et la couture, et la rémunération à la tâche.

Des inégalités de genre précédant la détention

La division sexuelle du travail évoquée n'est pas propre au milieu carcéral. Elle est une continuité et un renforcement des inégalités de genre existantes dans la société péruvienne ; celles-ci se croisent avec d'autres inégalités structurelles telles que la classe sociale et la race, qui assignent une place

aux femmes racisées et appauvries dans le secteur des services (Falquet, 2008). Ainsi, 74 % des femmes interviewées avaient travaillé avant l'adolescence (entre leurs 5 ans et leurs 14 ans). Au moins 7 femmes avaient travaillé « à domicile » pendant leur enfance effectuant le nettoyage, la cuisine, la garde d'enfants, le linge, etc. Il s'agit notamment des femmes nées dans les espaces ruraux et quechuaphones⁹, ayant migré vers des villes et qui ont dû apprendre l'espagnol en travaillant. Parfois, ces travaux étaient un moyen pour les familles appauvries d'assurer l'éducation et l'alimentation de leurs enfants.

Une fois adultes, elles ont travaillé comme infirmière, professeures (2), cosmétologue, caissière, artistes — chanteuse et danseuse (2) —, conductrice de camions et commerçantes (3). Les travaux les plus fréquents restaient néanmoins la restauration (serveuses, cuisine, plonge) et la vente ambulante de nourriture et de fruits et légumes. Toutes ces activités ont été exercées dans la période où ces femmes ont commis le délit pour lequel elles ont été condamnées, lequel fait partie de leurs stratégies de survie (Constant, 2016) face à la pauvreté et aux violences subies dans le cadre du travail et/ou familial ou conjugal.

Division du travail entre femmes détenues

Bien que les instances de la prison soutiennent le fait que les femmes incarcérées soient libres de choisir le travail qui leur convient, la pratique est plus difficile malgré la mise en place de *Prisons Productives*. Toutes les femmes souhaitent travailler puisque cela permet, au-delà d'une possible réduction de peine, l'achat d'une meilleure nourriture, de produits d'hygiène personnelle, le paiement des frais d'avocat, l'envoi d'argent à leurs familles, etc. Mais les femmes n'occupent pas les mêmes positions sociales et leurs possibilités d'entreprendre ou de réaliser certains travaux en prison dépendent de leur classe sociale, de leur réseau externe — famille, amies et amis — et de leur niveau de scolarisation, en particulier la maîtrise de l'espagnol.

Les hiérarchies entre les femmes s'observent à travers 3 groupes : (1) les femmes qui ont pu *entreprendre*, utilisent des machines, ont de la famille ou des proches qui envoient du matériel

Photo 4, prise pour le livre « ¡Ñawiykita kichariy » ! (ouvre tes yeux !) ¹⁰. Portefeuilles en tricot, prise par Rita et Christina Hara.



© Christina Hara

et qui revendent les produits (portefeuilles, sacs et souvenirs) ; (2) les femmes travaillant pour des entreprises, qui ne disposent pas d'un réseau externe actif mais s'assurent une rémunération à la tâche par une entreprise sans devoir investir en produisant des pulls à la machine ; (3) les femmes qui vont à l'*escuelita* (petite école > 20 femmes), ne sachant ni lire ni écrire en espagnol, étant principalement quechuaphones.

Les membres de ce troisième groupe empêchées de travailler pour une entreprise par leur scolarisation, car les employeuses et employeurs cherchent une disponibilité absolue des travailleuses, tricotent des portefeuilles, des bonnets ou des décorations. Deux d'entre elles au moins proposent des services à d'autres détenues pour terminer leurs peluches, faire la lessive ou nettoyer les toilettes et les ateliers. Ce dernier travail est une tâche de maintenance de la prison qui incombe à toutes les femmes, cependant celles qui ont les moyens peuvent payer leurs codétenues pour le faire. Dans certains cas, le caractère manuel du service est dicté par l'exigence de qualité imposé par les clientes. Ces deux femmes partagent le quechua comme langue maternelle, ne reçoivent pas de visites et ne perçoivent pas d'argent ou de matériel pour entreprendre ; et contrairement à leurs collègues, elles considèrent qu'il n'y a pas suffisamment de travail en prison.

Malgré ces inégalités, les femmes détenues s'organisent afin d'élargir l'offre de travail. Cependant, leur marge de manœuvre reste limitée et traversée par les règles de la prison, les réseaux externes et les inégalités de *genre, race et classe*, qui structurent la société péruvienne et impactent les vies et la détention des femmes.

➔ Sharie Neira Ríos (Université Paris-Cité (LCSP- CEDREF), Institut Français d'Études Andines (IFEA) - UMIFRE CNRS, Cité du Genre)

« La division sexuelle du travail évoquée n'est pas propre au milieu carcéral. Elle est une continuité et un renforcement des inégalités de genre existantes dans la société péruvienne. »

9. Pour 3 799 780 de personnes au Pérou, le quechua est leur première langue (INEI, 2017 ; Ciudad 2019).

10. Le livre est coordonné par moi et par l'anthropologue Ana Paula Méndez Cosamalón, et sera publié en 2024.

Réflexions sur le genre et le pastoralisme au Kirghizstan

Cet article examine les pratiques pastorales au sud du Kirghizstan, en Asie centrale. Il explore comment les tâches liées à l'élevage assignées différemment aux membres de la famille, hommes, femmes et enfants, dévoilent une division genrée des responsabilités et des espaces au sein de cette société rurale.

Un pastoralisme familial en progression

Les animaux domestiques sont omniprésents en milieu rural au Kirghizstan. L'élevage joue un rôle essentiel dans la vie quotidienne des ménages, constituant une ressource financière et alimentaire importante dans un contexte de précarité économique. Les pratiques associées à ce type d'élevage ont connu des bouleversements successifs depuis 150 ans, à commencer par la colonisation tsariste à la fin du XIX^e siècle. Puis, dans les années 1930, le pouvoir soviétique impose une sédentarisation forcée aux nomades. Ensuite, dans les années 1990, on assiste à la privatisation des cheptels et des terres agricoles et à la libéralisation de l'économie, entraînant une diminution du nombre de têtes de bétail. Cette réorganisation politique et économique a reconfiguré la division sociale du travail. La privatisation a notamment conduit à une gestion familiale des troupeaux, auparavant géré par les *sovkhoses*. Depuis les années 2000, le nombre d'animaux augmente d'année en année et, en 2022, le pays comptait 1,7 million de bovins, 500 000 chevaux et 6,2 millions de moutons et chèvres, selon les statistiques nationales kirghizes.

Les hommes d'une famille élargie abattent un mouton pour un *toj* (fête rituelle) dans le cadre du mariage de la fille. Les hommes plus âgés et expérimentés abattent, dépouillent et découpent la carcasse, tandis que les jeunes garçons regardent et nettoient la tête du mouton (Alai, octobre 2024).

Aujourd'hui, le pastoralisme se pratique à l'échelle du foyer, qui comprend les grands-parents, le fils benjamin, sa femme (la belle-fille) et les petits-enfants. La division des tâches liées à l'élevage s'opère selon l'âge, le genre et le statut familial des individus. Chaque pratique d'élevage varie selon l'espèce animale, les usages et les saisons. L'acquisition des savoirs liés à l'élevage passe notamment par la participation précoce des enfants à ce système socio-technique, en aidant leurs parents et grands-parents paternels. Cela se traduit par la participation pour les filles aux tâches ménagères, dès l'âge de 5 ans et à la traite, dès 12 ans, tandis que les garçons sont chargés de conduire les vaches et les veaux au pâturage le matin ou assistent les hommes lors de l'abattage, dès leurs 10 ans. Par l'observation et la participation, les filles et garçons acquièrent les gestes techniques. Cette répartition de l'apprentissage crée un savoir-faire différencié. Par exemple, les hommes accumulent davantage de connaissances liées au territoire et montent à cheval, car leurs tâches impliquent une plus grande mobilité. Cette division genrée et familiale des pratiques d'élevage se reflète dans d'autres sphères sociales. Par exemple, l'*alaman ulak*, un sport équestre très populaire, est pratiqué et regardé presque uniquement par des hommes. À l'échelle du village, ce sport s'inscrit dans des logiques sociales, tant par son caractère viril et masculin, que par son lien avec le système d'élevage (les chevaux sont vendus au marché aux bestiaux avec le reste du bétail), ou encore par l'entraînement précoce des jeunes garçons à ce sport, dès qu'ils montent à cheval pour garder le troupeau vers leurs 10 ans.

Contexte géographique et économique des pratiques pastorales kirghizes

Le pastoralisme est pratiqué dans toutes les régions du Kirghizstan. Les pâturages couvrent plus de la moitié du territoire national, constitué par ailleurs de très hautes montagnes et de terres arables dans les vallées.



© Carmen Le Bris

LE DOSSIER

Les données présentées dans cet article proviennent de quatre terrains ethnographiques réalisés entre 2022 et 2024 dans la vallée de l'Alaï, au sud du Kirghizstan. Le fond de vallée, situé à une altitude moyenne de 3000 m, s'étend sur 185 km de long et 30 km de large. Cette vallée est encadrée par deux chaînes de montagnes qui culminent à plus de 4000 m au nord et 7000 m au sud (chaîne du Pamir). Elle est enclavée et frontalière du territoire autonome du Xinjiang (Chine) et du Tadjikistan. La vallée de l'Alaï compte 126 511 habitants, dont 99 % sont d'ethnie kirghize et musulmans. Selon mes observations, environ 70 % des familles possèdent des animaux domestiques. Des activités annexes non salariées à l'élevage sont pratiquées comme l'agriculture d'orge et de pomme de terre et la cueillette de baie. Par ailleurs, de nombreux hommes sont chauffeurs de poids lourds, et effectuent des aller-retours entre la Chine et l'Ouzbékistan sur la seule route de la région. Mais le taux d'emploi est faible. De nombreux jeunes hommes partent travailler en Russie pendant quelques années, avant de revenir au village pour se marier grâce à l'argent économisé.

Les familles d'éleveurs, bien qu'isolées géographiquement, sont intégrées dans l'économie régionale et internationale. Les animaux vendus par les hommes aux marchés aux bestiaux sont acheminés vers les grandes villes du pays, telles que Bichkek et Och, et parfois même exportés vers les pays voisins comme le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Les produits laitiers transformés et vendus par les femmes aux commerçants des villages sont également envoyés en ville. Inversement, de nombreux ménages habitant en ville confient leur bétail à des membres de la famille vivant dans les régions rurales pastorales. Il existe ainsi une continuité économique, sociale et familiale entre le village et la ville.

Ethnographier les techniques à travers le genre

Ethnographier conjointement les pratiques pastorales et le genre permet d'étudier les différentes fonctions assignées aux hommes et aux femmes dans la société rurale kirghize, mais aussi aux enfants et aux personnes âgées. En anthropologie, le genre est une notion qui examine les rôles, les comportements, les activités et les attributs qu'une société considère comme masculin



© Carmen Le Bris

Démontage de la yourte à l'estive en famille et retour au village pour l'automne. Les familles possédant de nombreux troupeaux ont trois lieux de résidence : le village à l'automne, la bergerie (construite pendant la période soviétique) en hiver puis l'estive au printemps-été (Alaï, septembre 2024).

« En anthropologie, le genre est une notion qui examine les rôles, les comportements, les activités et les attributs qu'une société considère comme masculin ou féminin. C'est un outil d'analyse pertinent pour comprendre les rapports sociaux entre les éleveurs, les éleveuses, les animaux, et l'espace. »

ou féminin. C'est un outil d'analyse pertinent pour comprendre les rapports sociaux entre les éleveurs, les éleveuses, les animaux, et l'espace. En effet, le genre s'exprime en particulier par les gestes et les manières de faire, comme c'est le cas dans l'élevage. Je fais l'hypothèse qu'il se construit par la pratique de ces gestes techniques. Pour cela, j'analyse les pratiques d'élevage, leur temporalité, leur spatialité et leur exécutant sous le prisme du genre. Dans ma recherche, je considère que les pratiques pastorales englobent tout ce qui concerne le bon fonctionnement de la gestion des animaux et des techniques de transformation des produits (comme l'abattage ou la fabrication des produits laitiers). Cela passe notamment par la gestion de la reproduction, des naissances, des soins vétérinaires et de l'achat et la vente d'animaux.

Le pastoralisme dans la vallée de l'Alaï est un mode d'élevage extensif, avec une rotation des pâturages, ce qui implique une mobilité quotidienne et saisonnière du bétail. Les familles d'éleveurs vivent dans la vallée de septembre à fin mai et montent dans les estives de fin mai à septembre. L'élevage est polyvalent (par exemple, les chevaux sont élevés pour leur lait, leur viande et pour la monte) et concerne plusieurs autres espèces (vaches, moutons, chèvres et yaks). Les habitants tirent de nombreux avantages de cet élevage : des ressources financières (vente d'animaux et de produits laitiers), des ressources alimentaires (consommation de lait et de viande), ainsi que des moyens de transport (monte des chevaux et des ânes), du prestige (participation à des jeux équestres), et des opportunités d'échange, etc.

Ma méthodologie se base sur de l'observation participante. Cela consiste à observer et participer aux tâches quotidiennes en immersion dans des familles d'éleveurs transhumants. Mes réflexions sont accompagnées de photos, dont certaines illustrent cet article. En tant que jeune ethnologue, femme, blanche et occidentale, ma position sur le

terrain a influencé ma recherche. Mon intégration dans les foyers a révélé des dynamiques sociales et de genre très marquées. Les familles me montraient à voir avant tout les espaces et pratiques féminines, orientant ainsi mon étude vers une analyse genrée des techniques d'élevage. Mais le capital économique, social et culturel des familles influençait également dans la manière dont ces familles exerçaient l'élevage, avec un effet combiné sur la manière dont elles partageaient leurs pratiques. Par exemple, à la rentrée au 1^{er} septembre, certaines familles choisissent de rentrer au village pour scolariser les enfants, tandis que d'autres gardent un enfant avec elles à l'estive pour aider aux tâches quotidiennes. L'enfant ira à l'école avec quelques jours de retard.

La division genrée des pratiques pastorales

Sur le terrain, j'observe une division genrée des pratiques pastorales. Par exemple, une activité quotidienne cruciale est celle du gardiennage des troupeaux, assurée par le père de famille, qui amène à cheval, en âne ou à pied, les troupeaux paître et s'abreuver sur les pâturages. Cette tâche demande une connaissance approfondie de l'environnement et une mobilité. Une autre activité quotidienne est la traite des vaches et des juments. Elle est effectuée par les femmes pendant la période de la lactation, de mars à septembre pour les vaches et en juin-juillet pour les juments. Généralement, la mère de famille traite la femelle avec l'aide d'un autre membre de la famille, qui tient le veau ou le poulain. La présence du petit est nécessaire pour amorcer la montée de lait. La traite des vaches est exécutée deux fois par jour, au lever et au coucher du soleil. Les juments sont, quant à elles, traitées toutes les trois heures. Cette activité requiert une proximité constante avec le foyer et une disponibilité tout au long de la journée. Le lait est ensuite transformé (en crème, beurre, yaourt, etc.) par la mère et consommé au sein de la



© Carmen Le Bris

Figure 1: Un berger ramène ses moutons de l'estive au village en âne, sous l'œil envieux de son petit-fils dans l'Alaï (septembre 2024).



© Carmen Le Bris

famille ou vendu au marché en cas de surplus. Dans la vallée de l'Alaï, le père de famille effectue majoritairement des activités en extérieur, requérant de la mobilité, en contact avec d'autres éleveurs. Il est par exemple responsable de l'abattage, du ferrage du cheval, des soins apportés aux animaux et des moissons. La mère de famille est assignée à des tâches proches du foyer et doit se rendre disponible continuellement pour préparer le thé en cas d'invité ou s'occuper des petits-enfants. Elle est responsable de la traite et de la transformation des produits laitiers, de la gestion des stocks de nourriture mais aussi de la fabrication des tapis et tissage pour la dot de sa fille. Le père et la mère de famille sont aidés respectivement par leur fils benjamin et son épouse, vivant sous le même toit. La belle-fille, sous l'œil de la belle-mère, est tenue de garder la maison propre et cuisiner pour toute la famille.

La belle-mère et la belle-fille se chargent de découper les morceaux de viande de chèvre, abattue le matin même par le fils. La belle-mère donne les instructions à sa belle-fille. La viande est ensuite séchée et salée (Alaï, septembre 2024).

Analyser la répartition des pratiques pastorales à travers le prisme du genre permet de mettre en lumière la façon dont les relations sociales se construisent dans la pratique quotidienne du pastoralisme. Cette approche révèle que les techniques d'élevage sont intimement liées à la société dans laquelle elles s'inscrivent. Cependant, les frontières de la division peuvent s'avérer floues, notamment à l'estive quand une seule partie de la famille est présente. Les bergers, seuls à l'estive, doivent être autonomes et peuvent effectuer la traite ou cuisiner pour eux-mêmes. Tandis qu'il y a des estives où les hommes sont absents en journée, car ils travaillent dans la vallée. Les femmes y sont d'avantage mobiles, avec une plus forte sociabilité entre voisines, comparées au village. La division des pratiques s'effectue selon le genre, l'âge et le statut des membres de la famille. Elle opère un partage inégalitaire des rôles et des espaces. Le fonctionnement patriarcal de cet élevage familial, au sein duquel s'opère une participation précoce à l'élevage, entraîne très tôt un apprentissage des structures sociales par les membres de la famille.

➔ Carmen Le Bris le 24 septembre 2024 à Bichkek

Des femmes allemandes appelées aux colonies

Dans le contexte de la colonisation allemande, le chercheur Emil Rau a étudié les journaux intimes de trois femmes parties en Namibie au début du XX^e siècle. Et montre comment leur « petite » histoire croise celle du génocide des peuples Herero et Nama.

Quelles étaient les colonies allemandes en Afrique ?

L'empire allemand s'est lancé dans l'aventure coloniale au début des années 1880, mais c'est lors de la conférence de Berlin qui réunit treize pays européens entre le 15 novembre 1884 et le 26 février 1885, qu'ont été officialisées des « sphères d'influences et d'intérêts », devenues des « protectorats ». L'Allemagne s'est d'abord établie en Namibie, dans ce qui s'appelait le « Sud-ouest africain allemand », puis au Cameroun, au Togo, dans la partie continentale de la Tanzanie (appelée Afrique orientale allemande) et dans les royaumes du Rwanda et de l'Urundi. Elle s'est ainsi retrouvée à la fin des années 1880 à la tête d'un empire colonial cinq fois plus grand que son territoire métropolitain, mais très peu peuplé. Toutes ces colonies ont été perdues après la première guerre mondiale, ce qui explique pourquoi cette mémoire est peu présente dans la société allemande aujourd'hui.

Les femmes étaient appelées pour peupler ces colonies ?

Effectivement, les hommes venaient en éclaireurs, avec des intérêts industriels ou commerciaux, mais les autorités coloniales ont ensuite fait venir des femmes pour des raisons racistes : elles craignaient de devoir donner la nationalité à des enfants de femmes noires. Ce sont donc des femmes conservatrices et nationalistes qui partent d'Allemagne, avec l'ambition de contribuer à la prospérité des colonies. Elles n'ont pas spécialement une volonté civilisatrice. C'est une autre population présente à l'époque, celle des missionnaires, qui se sent investit d'une mission



© Collection privée

Les colonies allemandes (en rose), en 1910 en Afrique, recouvraient en partie l'actuel Togo, le Cameroun, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie et la Namibie.

d'éducation des populations « sauvages ». Sur place, ces femmes se trouvent souvent dans des conditions assez précaires et isolées : tout est à construire, elles doivent s'occuper des enfants et de la maison ou de la ferme, tandis que les hommes travaillent à l'extérieur.

En 1903, le recensement en Namibie compte 4 640 « Blancs » (65 % d'origine allemande) dont

2 804 hommes, 670 femmes et 1 166 enfants. Ces blancs constituent une petite minorité, à côté des deux ethnies bantoues dominantes, 100 000 Hereros et 20 000 Namas.

Après avoir cédé de nombreuses terres aux sociétés et colons allemands, ces populations locales sont rapidement confinées dans des réserves. Leur tentative de révolte, entre 1904 et 1907, va être suivie du premier génocide du XX^e siècle.

Ce qui vous a intéressé, c'est la « » histoire de trois de ces femmes qui ont écrit des journaux intimes ?

Oui, j'ai étudié les mémoires de Margarethe von Eckenbrecher, publiées en 1907 sous le titre « Ce que l'Afrique m'a donné et pris. Expériences d'une femme colon allemande au Sud-Ouest africain », et celles de Helene von Falkenhausen, « Les tournants du destin d'une femme colon. Onze ans au Sud-Ouest africain allemand », publiées en 1905. J'ai pu aussi accéder au « Journal intime de Helene Gathmann (1903-1907) », conservé aux Archives allemandes du journal intime. Il y a une vraie différence de discours entre les deux femmes qui ont publié leur journal et Helene Gathmann, qui l'a gardé pour elle. Les premières soutiennent la guerre, et comptent sur leur livre pour enrôler plus de femmes dans l'aventure coloniale. « Vous êtes jeunes, fortes et allemandes. Seules des femmes fortes peuvent faire reflourir et prospérer la colonie ! Aidez la patrie dans cette grande et belle tâche ! » écrit par exemple Margarethe dans ses mémoires. Ces femmes auteures sont porteuses d'une intention politique en s'adressant ainsi au grand public. Tandis que la troisième a des doutes sur le bien-fondé d'une répression très féroce. « Certains [soldats avaient] fouillé le champ de bataille et ont trouvé un Herero blessé encore en vie. [...] Il était probablement tout de même en train de mourir. Un des soldats l'a tout de suite fusillé, peut-être par pitié, peut-être par haine. La guerre est tout de même quelque chose de brutal », constate Helene Gathmann dans son journal.

Comment supportent-elles toute cette violence ?

Elles ne portent pas du tout le même jugement sur la violence des Hereros et sur celle des Allemands. Les Hereros lorsqu'ils se révoltent en 1904 contre leurs occupants s'en prennent aux hommes, mais évitent d'attaquer les femmes et les enfants. Tandis que les Allemands tuent indistinctement tout le monde. Pourchassés par les Allemands après la bataille du Waterberg, en août 1904, les Hereros et leurs familles n'ont d'autre choix que de s'enfoncer dans le désert

Portrait et page de titre des mémoires d'Helene von Falkenhausen.



du Kalahari, où ils seront encerclés durant deux mois. Le général Lothar von Trotha donne l'ordre de ne pas les laisser sortir et coupe tout accès aux points d'eau. Le 2 octobre 1904, il déclare que tout Herero présent sur le « territoire allemand » sera abattu.

Mais les femmes dans leurs écrits considèrent que les barbares sont les Hereros, et trouvent justifiée la violence des Allemands. Même Helene, si elle constate que les hereros et namas capturés ne sont pas faits prisonniers mais qu'ils sont tués, estime que la violence est nécessaire pour pacifier la colonie.

Paradoxalement ces femmes considèrent qu'elles sont émancipées ?

Hyper nationalistes, elles comptent sur leur jeunesse et leur force pour peupler la colonie, convaincues que la vie dans la nature, en Afrique, vaut tous les sacrifices, qu'elle a plus de sens que dans l'Allemagne industrielle. Elles se sentent libres. « Cette lutte épuisante pour le droit d'exister a quelque chose de si pétillant que je ne voudrais pas échanger ma place avec tous ceux qui restent entre quatre murs et qui n'osent pas sortir à l'air

libre, dans la liberté », écrit Margarethe. Pourtant, toutes les trois, confrontées à la guerre, ont perdu une grande partie de la vie qu'elles s'étaient construites : elles ont perdu leur maison, l'une d'entre elle a vu mourir ses enfants, et deux parmi les trois ont été forcées de rentrer en Allemagne. Mais selon elles, leur vulnérabilité n'est pas liée à leur condition de femme, mais au fait qu'elles ont des enfants en bas âge. Certaines activistes féministes en Allemagne comme Minna Cauer ne sont pourtant pas dupes, pointent le fait que le gouverneur utilise les femmes uniquement comme moyen de reproduction, leur paie le billet pour aller en Namibie mais pas le retour, si elles ne s'adaptent pas à la vie locale.

À lire
Le génocide des Herero et Nama



Mme von Eckenbrecher sur la terrasse de la maison à Okombahe, Sud-Ouest africain allemand, avec son fils. L'image provient de ses mémoires.

Quel a été l'effet des publications ?

Le livre de Margarethe von Eckenbrecher a eu énormément de succès. Il y a eu huit éditions supplémentaires entre 1904 et 1937 ! Elle est retournée vivre en Namibie peu avant la Première Guerre mondiale et a mis à jour ses mémoires présentées sous un jour positif, comme un roman d'aventures. Dans la dernière édition, elle ajoute une préface dans laquelle elle soutient le Führer. Une majorité d'allemands à l'époque ont soutenu cette guerre coloniale, et il a fallu attendre l'historiographie critique des années 1960 pour que le génocide soit discuté, et finalement officiellement reconnu comme tel par les autorités allemandes en 2021. Entre 1904 et 1908, environ 80 % du peuple Herero et 50 % du peuple Nama vivant sur le territoire de l'actuelle Namibie ont été tués, soit environ 65 000 Hereros et 10 000 Namas.

Emil Rau, étudiant stagiaire au Centre Marc Bloch¹ à Berlin, vient de terminer un mémoire « *Violences dans la guerre coloniale en Sud-Ouest africain allemand – le point de vue des femmes allemandes* »

Mémoires de Margarethe von Eckenbrecher: *"Was Afrika mir gab und nahm. Erlebnisse einer deutschen Ansiedlerfrau in Südwestafrika"* (Ce que l'Afrique m'a donné et pris. Expériences d'une femme colon allemande au Sud-Ouest africain), publié en 1907.

Mémoires de Helene von Falkenhausen: *"Ansiedlerschicksale. Elf Jahre in Deutsch-Südwestafrika 1893-1904"* (Les tournants du destin d'une femme colon. Onze ans au Sud-Ouest africain allemand), publié en 1905.

Journal 1903-1907 de Helene Gathmann, non publié, en cours d'édition. Conservé au Deutsches Tagebucharchiv, Emmendingen, 2024-1. (Archives allemandes du Journal intime).

➔ **Emil Rau (étudiant stagiaire au Centre Marc Bloch¹)**

1. CMB, CNRS / MEAE / MESR / BMBF.

Ce que le « genre dit des sociétés » au prisme des questions religieuses au Maghreb et en Afrique de l'Ouest islamisée

Comment des femmes usent-elles du religieux pour réinventer leur vie et leur environnement social, en s'appropriant des normes de religiosités contrastées et parfois radicalisées ?

Le programme ANR RIMA *Inégalités, radicalités et citoyennetés féminines : Religiosités islamiques concurrentielles, Maghreb/Afrique de l'ouest islamisée* vise à étudier comment, face à diverses discriminations de genre, économiques, religieuses, des femmes du Maghreb et d'Afrique de l'ouest luttent par le biais de l'islam. L'ambition est d'appréhender la façon dont ces femmes usent du religieux pour réinventer leur vie et leur environnement social, en s'appropriant des normes de religiosités contrastées et parfois radicalisées. Novateur par cette approche du religieux, outil d'émancipation et de revendication des femmes, et par sa méthodologie autour des matérialités religieuses et des portraits anthropologiques de femmes, RIMA est une entrée pertinente pour saisir ce que le « genre dit des sociétés » au prisme des questions religieuses.

Le programme pluridisciplinaire en sciences sociales, composé de onze chercheuses et chercheurs à l'international, est porté par l'IMAF (UMR 8171/243) en partenariat avec l'UQAM (Canada), l'IFAN (Sénégal), Kyoto University (Japon), l'UMIFRE Centre Jacques Berque et l'Université Hassan II de Casablanca (Maroc). Une part importante des activités est dédiée à la formation doctorale en Afrique du Nord et de l'Ouest, dans laquelle le dialogue avec la société civile est important pour discuter de la place de l'islam, des femmes et de leurs engagements dans la transformation de ces sociétés.

1 RIMA : regard sur les inégalités sociales, les femmes et le religieux

Le programme – dont l'acronyme est inspiré du nom d'une joggeuse violente dans les rues d'Alger en 2018 par un homme refusant de voir une femme courir pendant le ramadan – porte sur le lien entre religion et genre afin de comprendre les transformations et les résistances à l'œuvre dans les sociétés du Maghreb et d'Afrique de l'ouest islamisée. Les musulmanes, considérées comme mandataires de l'honneur familial, y représentent



Les étudiant.e.s d'une résidence ethnographique, centre Jacques Berque / Université Hassan II / Université Paris Nanterre, centre Jacques Berque, Rabat, 23 avril, 2024.

la cible principale des prédicateurs qui les mettent au centre des débats sur les bons comportements et sur les normes de bonne religiosité (Samson, 2021). Alors que nombre de combats sociétaux ont été portés, ces dernières décennies, par des militantes féministes (laïques ou islamiques), les femmes restent particulièrement contrôlées en famille et en société et subissent des inégalités dont la complexité des enjeux s'inscrit dans des contextes sociaux et historiques particuliers. RIMA veut centrer les analyses sur les réactions et les engagements des femmes et non sur leur victimisation.

Cette étude sur les rapports sociaux de sexe inclut les religiosités masculines et les inégalités récurrentes, notamment au niveau socioéconomique et dans les dynamiques de pouvoir (Ngom, 2021 a). RIMA veut comprendre comment les femmes, par la mise en avant d'une bonne religiosité (comportements de piété, tenues vestimentaires dites de pudeur, implication dans une communauté croyante), arrivent à se positionner favorablement dans ces rapports de force, même si elles le font parfois en intériorisant les normes masculines dominantes pour affirmer

leur présence dans l'espace social et culturel. Pour ne pas attribuer à tort une forme de conscience féministe (au sens occidental) aux enquêtées, l'attention est portée aux conditions matérielles et sociales dans lesquelles ces femmes parviennent à inscrire leur volonté d'émancipation, la maîtrise des savoirs religieux et leur religiosité.

Cette étude comporte trois entrées :

- l'affirmation des femmes par l'appropriation des savoirs et pratiques islamiques, contrebalançant la prépondérance masculine sans toutefois la supplanter. S'intéressant aux discours des prédicatrices, ces travaux interrogent la féminisation de l'autorité religieuse, articulée aux circulations des femmes, aux revendications féministes postcoloniales (Ngom 2021 b) et aux résistances sociales qu'elle occasionne (Cohen, Ngom 2022) ;
- les radicalisations religieuses de femmes, toutes tendances islamiques. Les analyses RIMA montrent que des femmes deviennent parfois des militantes de leur praxis afin d'affirmer leurs droits de musulmanes face aux hommes (Saint-Lary 2019) ;
- la combativité civique des femmes par le religieux. L'intérêt, par exemple, du voile islamique comme mode d'expression sociale des femmes dans ces contextes islamisés, enseigne sur les

Les étudiantes et étudiants de l'école de formation doctorale RIMA 2023, jardins de l'université, UCAD, Dakar, le 19 juillet 2023.



© Fabienne Samson

significations diverses de cette matérialité selon l'appartenance sociale des femmes qui l'utilisent pour revendiquer des droits (Petitdemange, 2022).

Une première publication collective issue de ce travail (Samson et Leblanc, 2022) montre comment, face à des inégalités de classes, des femmes ouest-africaines et maghrébines usent des références islamiques pour contourner les contraintes et acquérir des espaces de liberté et d'individuation.

2 Master genre, Université Hassan II de Casablanca (Maroc)

Les avancées législatives et les efforts des mouvements de défense des droits des femmes au Maroc montrent une volonté d'aller vers l'égalité femme/homme, mais l'analyse révèle les dynamiques complexes de la société marocaine profondément influencée par l'islam qui joue un rôle central au quotidien et dans les normes sociales.

La formation proposée par le Master Recherche Genre, Sociétés et Cultures de l'Université Hassan II de Casablanca, partenaire de RIMA, vise à fournir un encadrement scientifique de haut niveau dans la perspective du genre, appréhendée en tant que concept (notions fondamentales, culture générale et théorique). Ce Master introduit les futurs chercheuses et chercheurs à un champ d'études pluridisciplinaires sur les rapports sociaux de sexe ; vise à développer les capacités d'élaboration théorique en sociologie, linguistique, littérature, histoire des idées et des arts, et invite à une analyse critique des méthodes et recherches forgées par ces sciences.

Cette formation prépare aux études doctorales et offre la possibilité d'intégrer des institutions privées et publiques, dans des domaines comme la formation et l'expertise en approche genre, l'intervention dans les ministères de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social.

3 Formations doctorales de RIMA

École d'été RIMA, IFAN, Dakar, juillet 2023

Cette école a permis d'aborder la question du genre, centrale dans les sociétés africaines (participation politique des femmes, avortement, inclusion économique, droit de la famille) et particulièrement au Sénégal où les mouvements

BIBLIOGRAPHIE

Barkaoui A., Ziti W., 2022, « Le mouvement du féminisme islamique au Maroc : nouvelles voies vers une déconstruction de l'archaïsme des représentations socioculturelles ». In *La Revue internationale Quaders de la Méditerranée*, numéro 34.

Cohen A., Ngom S., 2022, « Vers une féminisation de l'autorité religieuse au Sénégal : actrices, pratiques, savoirs et mobilités », Communication REAF, Toulouse.

Ngom S., 2021, *Femmes et politique au Sénégal : les dynamiques imbriquées d'inclusion exclusion de l'indépendance à nos jours*, Paris, l'Harmattan.

Ngom S., 2021, « L'émergence et le développement d'un mouvement féministe décolonial au Sénégal : entre approche postcoloniale et revendications égalitaires », *Recherches féministes*, volume 34, 2, p. 51-66.

Petitdemange C., 2022, « L'islam du milieu ou l'islam des puissants : des usages de la bonne religiosité à N'Djamena », *Cahiers d'études africaines*, 248, 697-718.

Saint-Lary M., 2019, *Réislamisations au Burkina Faso. Questions de genre et enjeux sociaux*, Paris Karthala, coll. Religions contemporaines.

Samson F., 2021, "Femmes sous contrôle. Difficultés ethnographiques dans une famille conservatrice de la wilaya de Blida (Algérie)" in **Samson F., Manetta D. (dir.)**, *Expériences du contrôle social en Afrique. Réflexivités autour du genre et de l'origine « locale » du chercheur*, Ed. PAARI, pp31-104.

Samson F., LeBlanc M-N (dir.), 2022, « La classe en islam : entre piété et distinction », *Cahiers d'études africaines*, n°248, pp679-927.

Samson F., Ndaw O. (co-réalisateurs), 2024, *Nooko Bokk*, Canal-U

féministes/féminins sont de plus en plus confrontés à des résistances du monde politique et des acteurs religieux, au nom de la conservation des valeurs et des modèles familiaux. Ces transformations/résistances ont été travaillées avec une dizaine de doctorantes et doctorants d'universités africaines, grâce à



© Fabienne Samson

Penda Mbow, conférence inaugurale de l'école de formation doctorale RIMA 2023, Musée Théodore Monod, IFAN, Dakar, le 11 juillet 2023. Photo: Fabienne Samson.

la contribution de chercheuses et chercheurs RIMA. La formation pluridisciplinaire fut centrée sur des réflexions méthodologiques menant les étudiantes et étudiants à une analyse critique de leur positionnement et de la construction des savoirs scientifiques. Une publication collective dans les Notes de l'IFAN est issue de ce travail, ainsi qu'un film documentaire (2024).

École d'automne RIMA, CJB Rabat et Univ. Hassan II Casablanca, novembre 2024

Cette école axera la réflexion sur les enjeux de genre au Maroc et dans le Maghreb contemporain. Une dizaine de doctorantes et doctorants sélectionnés recevront une formation pratique et théorique sur les méthodologies des sciences sociales, notamment sur l'écriture scientifique. Animés par des chercheuses et chercheurs RIMA, les ateliers seront complétés par des enquêtes de terrain à Rabat, Casablanca et Mohamedia. Le travail donnera lieu à la rédaction de papiers par les étudiantes et étudiants, qui seront ensuite publiés dans les *Carnets du centre Jacques Berque* en accès libre sur le site internet de l'UMIFRE.

In fine, les premiers résultats des travaux RIMA sont visibles sur le site du programme : <https://anrrima.hypotheses.org/>

➔ **Aïcha Barkaoui, Anouk Cohen, Saliou Ngom, Fabienne Samson**

Une étude transnationale de la traite des êtres humains du Nigeria vers l'Europe

Projet de recherche *Life after Trafficking: transnational perspectives*, IRD/IFRA-Nigeria.

Pourquoi et comment étudier la traite des êtres humains du Nigeria vers l'Europe ?

Depuis une vingtaine d'années, la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle du Nigeria vers l'Europe a attiré l'attention des pouvoirs publics et suscité un intérêt médiatique croissant. Ce phénomène, en raison de son "pouvoir émotionnel" (Jakšić 2013) notamment, a également donné lieu à une importante production scientifique. Cependant, même si ce sujet est largement couvert par les chercheurs, les ONG et les institutions gouvernementales, il reste difficile à analyser, notamment parce que les questions sociales ou morales liées à la migration et à la prostitution font l'objet d'un risque important d'instrumentalisation politique.

Par ailleurs, la plupart des études sur la traite nigériane ont jusqu'à présent adopté des approches unilatérales, soit du point de vue nigérian, soit du point de vue européen. Au Nigeria, les analyses confondent souvent la traite sexuelle et la migration "irrégulière", tandis qu'en Europe,

l'accent a longtemps été mis sur le cadre juridique des politiques anti-traite et sur le statut de victime (Jakšić & Ragaru 2021, de Montvalon 2018). Les trajectoires individuelles et les histoires familiales ont été plus rarement explorées.

Le projet "Life after Trafficking: transnational perspectives" repose sur des approches novatrices, avec un modèle de travail en binôme et des enquêtes ethnographiques multi-situées. L'objectif est d'analyser les expériences des victimes de traite dans un continuum transnational, incluant les espaces de départ, de transit et d'arrivée, tout en considérant les effets à long terme en France et au Nigeria. En recueillant des données de première main, ce projet cherche à mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre entre le Nigeria et l'Europe et l'impact de la traite sur les liens familiaux et les structures sociales dans ces pays.

Les résultats ne sont pas limités au monde académique et sont diffusés auprès des acteurs de terrain et des personnes concernées. Le partenariat avec la Mission d'intervention et de sensibilisation contre la traite des êtres humains (MIST), association fondée en 2020 à Paris par et pour des victimes nigérianes de la traite sexuelle illustre la dimension recherche-action de notre projet. La MIST accompagne les victimes dans les processus de mise à l'abri et d'intégration en France. Dans le cadre de ce partenariat, des données sont co-produites et peuvent aussi bien alimenter la recherche qu'être utilisées dans le cadre de démarches administratives comme les demandes d'asile. Ce projet favorise une réflexion collective et des formes originales de production des savoirs.



© Naeblys

Méthodes de recherche innovantes

En tant que coordinatrices, nous avons adopté une méthode de recherche innovante, basée sur une analyse multi-située : bien que basées dans des pays différents, nous avons choisi de mener ensemble des enquêtes de terrain communes. En 2022, nous avons travaillé dans les Églises nigérianes de la région parisienne pour explorer leur rôle dans l'intégration et les pratiques de traite. En 2023, nous avons enquêté auprès de victimes nigérianes en France accompagnées par la MIST. Des entretiens croisés sont par ailleurs menés, simultanément, en France et au Nigeria, ce qui nous permet d'explorer l'après-traite sous différents angles.

L'intérêt de travailler ensemble, alternativement en France et au Nigeria, est de combiner les outils théoriques et méthodologiques de nos disciplines respectives, mais aussi nos compétences individuelles (linguistiques et analytiques notamment) ainsi que nos points de vue et nos analyses, sur le même objet et en même temps. Cette méthode permet une approche holistique et facilite les efforts de réflexivité que nous menons depuis nos positions et nos statuts respectifs.

« En recueillant des données de première main, ce projet cherche à mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre entre le Nigeria et l'Europe et l'impact de la traite sur les liens familiaux et les structures sociales dans ces pays. »

Nouvelles tendances, nouveaux défis

Au cours de la dernière décennie, la traite sexuelle du Nigeria vers l'Europe a considérablement évolué ; de ce que certains ont appelé "crise migratoire" en 2015-2016 à la pandémie de Covid-19 en 2020-2021 et la fermeture des frontières du sud de l'Europe, le nombre de personnes concernées, les routes, les destinations et les stratégies ont changé. En 2018, au Nigeria, la déclaration de l'Oba du Bénin qui a fermement condamné les pratiques de traite, a également eu un impact considérable sur le phénomène¹.

Aujourd'hui, bien que le nombre de femmes nigérianes arrivant en Europe via des réseaux de traite ait fortement diminué, de nouveaux défis majeurs ont émergé. L'un d'entre eux est l'intégration de ces femmes dans les sociétés d'accueil en Europe. Après avoir subi la violence de l'exploitation sexuelle, la majorité d'entre elles souffrent de polytraumatismes ; la manière dont les pays d'accueil prennent en considération leur situation particulière est cruciale pour la réussite de leur intégration sociale ainsi que pour celle de leurs enfants.

1. Souverain à la tête de l'empire de Bénin (aujourd'hui situé dans la région Edo, au sud du Nigeria), l'Oba a déclaré que les accords passés entre les trafiquants et leurs victimes étaient à présent interdits et que toute transgression serait sévèrement punie. Voir : <http://busdesfemmes.org/wp-content/uploads/2023/05/Rapport-BDF-IFRA-BC-sep-2018.pdf>



LE DOSSIER

Un autre défi réside dans la relation que ces femmes entretiennent avec leurs familles au Nigeria. Les pratiques de traite découlent souvent d'une stratégie collective pour échapper à la pauvreté (Apar, Diagboya & Simoni 2020) ; elle est perçue comme un moyen de subvenir aux besoins de toute la famille. La nature des liens familiaux joue donc un rôle clé dans la vie des femmes victimes de traite en Europe, mais aussi dans la transformation des dynamiques sociales et familiales au Nigeria.

Premiers résultats

À ce jour, une dizaine de victimes de traite sexuelle en Europe et leurs familles au Nigeria ont été associées au projet. Les victimes ont été rencontrées en France dans le cadre des activités de la MIST, tandis que leurs proches ont été rencontrés au Nigeria. Certaines discussions étaient informelles et d'autres ont pris la forme d'entretiens, enregistrés lorsque les personnes rencontrées ont donné leur accord. Les premières observations mettent en lumière plusieurs éléments importants :

Les défis de l'intégration en Europe

Des associations comme la MIST, mais aussi les services sociaux et certaines églises nigérianes, aident à l'intégration des victimes en France. Ils et elles fournissent un système de soutien aux victimes qui se trouvent dans un moment particulièrement difficile de leurs vies, les aident à obtenir des documents, un logement, une formation ou encore l'accès aux soins de santé. Les actions de la police contre les trafiquants et les groupes criminels nigériens en France se sont intensifiées ces dernières années grâce au témoignage des victimes qui ont eu le courage de porter plainte et parfois même de poursuivre leurs trafiquants devant les tribunaux, ce qui a conduit à de lourdes condamnations. En outre, les déclarations de l'Oba du Bénin en 2018 contre les trafiquants ont conduit certains d'entre eux à abandonner leurs activités par crainte de représailles. Les victimes de traite nigérianes en Europe disposent donc aujourd'hui d'une plus grande marge de manœuvre pour sortir de l'exploitation ; toutefois, leur intégration dans les sociétés d'accueil reste très difficile pour différentes raisons. Tout d'abord, la pauvreté et la précarité sociale rendent difficile l'accès



© Sivani Bandaru sur Unsplash

au logement et à l'emploi, la barrière linguistique étant parfois une difficulté supplémentaire. Ensuite, les femmes souffrent de troubles liés à des états de stress post-traumatique qui affectent profondément leur quotidien. Si ces traumatismes multiples (physiques, sexuels, psychologiques) ne sont pas correctement pris en charge, ils risquent d'empêcher un certain nombre de ces femmes de reconstruire leur vie et de trouver leur place dans la société.

« La plupart de nos interlocuteurs partagent l'idée que les trafiquants sont puissants, riches et bien connectés à la police. »

La perception d'une migration ratée

La plupart des membres de la famille participant à cette étude affirment qu'ils et elles ignoraient que leurs filles ou sœurs partaient en Europe dans le cadre de la traite. Si certains n'étaient en effet pas informés – les filles ou jeunes femmes projetant parfois de partir pour l'Europe sans prévenir leurs familles afin d'éviter qu'on les décourage – d'autres ont pu être impliqués à différents niveaux. Les parents prennent parfois eux-mêmes la décision d'envoyer un enfant en Europe à des fins de prostitution, et peuvent contacter les trafiquants pour organiser un accord, dans l'espoir de bénéficier des revenus générés plus tard. Cependant, la plupart du temps, l'occasion se présente par le biais d'un proche, d'un voisin ou d'une connaissance ; la famille soutient alors le projet, tant pour l'avenir de la personne qui part que pour l'amélioration de la condition de celles et ceux qui restent. En revanche, quel que soit le contexte du départ, tous les parents ont exprimé leur inquiétude quant aux conditions de vie de leurs filles en Europe et ont dénoncé l'ensemble du

système de traite, notamment les modalités de paiement des dettes aux trafiquants.

Une fois en Europe, les femmes sont contraintes à la prostitution de rue dans des conditions particulièrement difficiles et subissent des violences physiques et psychologiques de la part des trafiquants pour les forcer à rembourser les dettes contractées avant le départ du Nigeria. Elles réalisent assez rapidement qu'elles ne pourront ni économiser, ni envoyer de l'argent à la maison. Un père nous a par exemple déclaré que le fait que sa fille se soit engagée dans cette entreprise avait entraîné plus de pertes pour sa famille que de gains. La plupart des familles participant à cette étude vivent encore dans le manque et la privation, contrairement aux espoirs nourris, au départ, de pouvoir sortir de la pauvreté grâce à la prostitution en Europe.

Menaces et violences contre les familles

En dépit du sentiment de liberté dont semblent jouir les victimes de traite en France lorsqu'elles sont parvenues à s'extraire des réseaux de traite, chez elles, au Nigeria, les menaces et violences contre leurs familles sont en augmentation. De jeunes hommes armés, parfois des membres de gangs ou de *Cults*², sont envoyés par les trafiquants dans les familles ou sur le lieu de travail des parents, souvent la nuit mais parfois aussi en plein jour, pour les menacer et les harceler. Ces violences peuvent conduire à des passages à tabac, des blessures graves et même à des meurtres et, de manière systématique, à la destruction des biens et des moyens de subsistance des familles, déjà fragiles. Les personnes rencontrées pour cette étude sont traumatisées, vivent dans la peur et redoutent de futures attaques. Certains parents font état de maladies chroniques liées au stress comme l'hypertension, ne dorment plus ou vivent enfermés chez eux. La plupart des familles ont dû chercher refuge dans des églises, trouver de nouveaux logements ou se relocaliser. Ces violences ont également des effets dévastateurs sur les victimes en France, qui sont terrifiées pour leurs proches et développent un profond sentiment de culpabilité.

Méfiance envers le système judiciaire nigérian

Dans cette étude, nous avons observé que les familles ayant subi des violences de la part de trafiquants ou de membres de *Cults* n'ont jamais signalé ces incidents à la police nigériane ou

« Dans ce projet de recherche-action, les données recueillies sont destinées à soutenir un plaidoyer et des procédures légales. Au Nigeria, l'objectif est d'encourager le signalement des violences à la National Agency for the Prohibition of Trafficking in Persons (NAPTIP). »

à d'autres agences de maintien de l'ordre. La plupart de nos interlocuteurs partagent l'idée que les trafiquants sont puissants, riches et bien connectés à la police. La police nigériane, dont certains, tels l'UNODC soulignent le niveau élevé de corruption³, ne représente, pour les victimes, qu'une menace supplémentaire. Celles-ci ont le sentiment qu'elles ne peuvent pas être protégées et que la justice ne peut être rendue. D'autres craignent qu'en signalant les faits, les violences et les menaces ne s'intensifient, conduisant potentiellement à des décès.

Plaidoyer et impact social du projet

Dans ce projet de recherche-action, les données recueillies sont destinées à soutenir un plaidoyer et des procédures légales. Au Nigeria, l'objectif est d'encourager le signalement des violences à la National Agency for the Prohibition of Trafficking in Persons (NAPTIP). Bien que les signalements soient souvent difficiles à investiguer faute de détails, ils pourraient, avec le temps, aboutir à des poursuites. Ces démarches ont apporté du soulagement à certaines familles, et les menaces ont parfois diminué.

En France, les témoignages des parents sur les violences sont ajoutés aux dossiers de demande d'asile, prouvant que ces femmes sont menacées par les trafiquants. En septembre 2023, nous avons présenté le projet et ses résultats à la Cour nationale du droit d'asile (CNDA), incluant les effets des violences sur les familles au Nigeria et les victimes en France.

Prochaines étapes

Le projet, commencé en 2022, se poursuivra dans les années à venir ; nous avons l'intention de continuer à documenter les différents défis rencontrés par les victimes en France et leurs familles au Nigeria, mais nous visons également à explorer d'autres aspects de la situation des femmes post-traite, tels que la conjugalité, la maternité et la parentalité, qui représentent des étapes majeures dans le parcours d'intégration de ces femmes.

➤ Élodie Apar

(Chargée de Recherche IRD, Unité de Recherche Migrations et Société (URMIS), Université Paris Cité)

➤ Precious Diagboya

(Senior Research Fellow, IFRA-Nigeria)

2. Pour une histoire des *Cults* au Nigeria, voir : <https://afriquexxi.info/Genealogie-des-cults-ces-reseaux-mafieux-venus-du-Nigeria>

3. Présentation UNODC à la 32^e session de la Commission on crime prevention and criminal justice en 2023. https://www.unodc.org/documents/commissions/CCPCJ/CCPCJ_Sessions/CCPCJ_32/ISM_TD_Kyoto/Statements/UNODC_1_Muchaneta_Data_on_corruption_and_policing_-_CCPCJ_Thematic_Discussions_003.pdf

Structurer la recherche sur le genre et la Chine : l'expérience du *China Academic Network on Gender*

Fondé en 2018 pour fédérer la recherche en sciences humaines et sociales au croisement des études de genre et des études chinoises, le *China Academic Network on Gender* (CHANGE) organise ses prochaines journées thématiques à Paris en juin 2025.

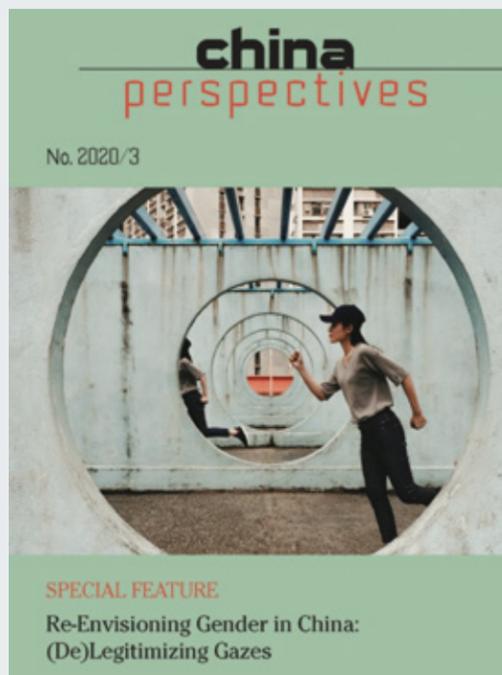
Création du réseau

Fondé en 2018, le *China Academic Network on Gender* (CHANGE) est le résultat d'un travail collectif de réflexion amorcé avec des collègues britanniques et chinois dans le sillage du colloque « *Refracting Gender in Modern China: New Voices, New Perspectives* » organisé à la School of African and Oriental Studies (SOAS) à Londres en février 2017. Ce projet a pour vocation de fédérer la jeune recherche au croisement des études de genre et des études chinoises afin de créer des synergies au sein de ces deux champs d'étude hautement interdisciplinaires. Des interrogations méthodologiques communes traversent en effet ces *studies* qui appellent à se côtoyer des sociologues, des historiens, des anthropologues et des littéraires. Au cœur de leurs enjeux scientifiques, on retrouve la problématique des constructions historiques de l'altérité et de la structuration sociale des inégalités aux échelles tant locale que transnationale. Pour tirer pleinement parti de la richesse de cette transversalité, le réseau se conçoit comme un lieu de réflexion et de formation pour permettre à la jeune génération de chercheuses et chercheurs de mieux croiser leur propre discipline et ces deux *studies* – chacune ayant sa tradition intellectuelle et son corpus théorique propres.

Axes de travail

Différentes éditions des journées d'étude du réseau se sont tenues depuis 2018 au Royaume-Uni, en Belgique et au Canada. Au fur et à mesure, deux axes de travail principaux ont été retenus. Le premier, qui a donné lieu en 2020 à la publication d'un dossier thématique dans *Perspectives*

Figure 1: Numéro de *Perspectives chinoises* dédié à la question du genre en Chine (Crédit photo : *Perspectives chinoises/ Centre d'études français sur la Chine Contemporaine*).



chinoises avec le soutien du CEFC à Hong Kong (Figure 1), cherche à éclairer la manière dont les questions de lisibilité et de légitimité s'articulent au sein de pratiques sociales historiquement situées lorsque le genre sert de prisme premier d'analyse des sociétés chinoises moderne et contemporaine. Le deuxième axe de recherche du réseau s'intéresse plus particulièrement à la question des marges et de la marginalité, ainsi qu'au rôle des constructions genrées dans l'imagination et la création des centres et des périphéries en Chine hier et aujourd'hui. Il s'agit d'envisager comment



© C. Jortay

Figure 2: Premières journées du réseau organisées du 14 au 16 février 2019.

une perspective genrée permet de jeter un nouveau regard sur les frontières de la Chine – historiquement, socialement, politiquement, géographiquement – et de jeter un éclairage neuf sur la fluidité et la perméabilité de leur construction à travers le temps et l'espace. Dans ce cadre, une attention toute particulière est portée aux multiples processus de marginalisation, en dialogue avec d'autres champs comme les *disability studies*, les études religieuses ou encore les études féministes.

Activités du réseau

Conçu comme un espace inclusif de dialogue, le réseau a pour vocation d'offrir une plateforme fédératrice pour les chercheuses et chercheurs travaillant sur le genre et la Chine. Co-dirigé par Coraline Jortay (chargée de recherche CNRS au laboratoire Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité¹, chercheuse associée au Centre d'études français sur la Chine Contemporaine), Jennifer Bond (University College London) et Chang Liu (Chinese University of Hong Kong, Shenzhen), il rassemble plus de deux cents membres provenant d'universités du monde entier et organise des cafés-rencontres en marge des grands congrès internationaux en études asiatiques. Le réseau possède également une liste de diffusion en anglais et organise tous les deux ans des colloques internationaux dans les universités partenaires. En sus, les premières journées d'études francophones du réseau ont rassemblé en juin 2022 la jeune recherche française, belge et suisse en partenariat avec le Musée Royal de Mariemont et l'université libre de Bruxelles (Figures 3 et 4) afin de favoriser également le développement de réseaux francophones de recherche sur la Chine et le genre.

Perspectives

Prévue en mai 2025 à Paris, la quatrième édition du colloque biennal du réseau permettra à des chercheurs doctorants et postdoctorants venus du monde entier de confronter leurs perspectives et de recevoir un retour sur leurs travaux de la part de chercheurs confirmés d'envergure internationale. Les différentes éditions des colloques du réseau sont envisagées à la fois comme une occasion de réflexion collective sur le futur des études

1. Thalim, CNRS / Université Sorbonne Nouvelle.

« Au cœur de leurs enjeux scientifiques, on retrouve la problématique des constructions historiques de l'altérité et de la structuration sociale des inégalités aux échelles tant locale que transnationale. »

de genre en Chine, et plus largement dans le monde sinophone, et comme l'occasion de développer des réseaux académiques de solidarité dans un champ d'étude où le contexte politique rend souvent malaisé l'accès au terrain ou aux archives pour les chercheurs.

À moyen terme, des partenariats institutionnels pérennes entre institutions françaises et étrangères permettraient d'approfondir le potentiel scientifique du croisement entre les études de genre et les études chinoises. Il est également important d'envisager ces questionnements en dialogue avec d'autres études aréales. Ainsi, le *China Academic Network on Gender* est partie prenante de la journée « Études aréales et études de genre : enjeux et défis » rassemblant en septembre 2024 à la Maison de la Recherche de l'Inalco les groupements d'intérêt scientifique (GIS) Asie, Études africaines, Moyen-Orient et mondes musulmans ainsi que le GIS Institut du Genre, en collaboration avec le GIS Institut des Amériques.

➤ Coraline Jortay (chargée de recherche CNRS au laboratoire Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité, chercheuse associée au Centre d'études français sur la Chine Contemporaine)

Figure 3: Visite de l'exposition « La Chine au féminin » organisée par Lyce Jankowski au musée de Mariemont en marge des premières journées d'études francophones du réseau.



© C. Jortay



© C. Jortay

Figure 4: Premières journées d'étude francophones du réseau organisées les 10 et 11 juin.

L'Inde et sa diversité au prisme du genre

Croissance économique rapide, forte baisse de la fécondité et persistance d'inégalités de genre dans une Inde contemporaine régionalement différenciée.

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a récemment publié son rapport sur le développement humain de 2023-2024 dans lequel l'Inde se classe à la 108^e place sur 193 pays en termes d'indicateur d'inégalité de genre. En 2023, selon le Forum économique mondial, l'Inde figurait également à la 127^e place (sur 147) de son indicateur global de *Gender Gap*. Ces classements semblent médiocres compte tenu de la croissance économique rapide depuis près de trente ans et de la forte baisse de la fécondité qui pesait autrefois sur les femmes.

Ces scores combinent la situation des femmes indiennes en termes de santé reproductive, de mortalité, d'accès à l'éducation et à l'emploi, ainsi que de représentation politique, reflétant les multiples retards du pays dans ces domaines et les inégalités persistantes entre hommes et femmes. Parmi ces retards, le taux d'activité féminin très faible en Inde, inférieur à ceux enregistrés au Népal ou au Bangladesh, est à la fois la conséquence et la cause de la vulnérabilité de la population féminine en Inde : la conséquence car elle découle des multiples formes de sexisme présentes aussi bien dans les familles que parmi les employeurs, et la cause car elle renforce la marginalisation socioéconomique des femmes dans la société indienne.

De nombreux autres phénomènes illustrent ces déséquilibres, parmi lesquels on peut citer l'avortement sélectif des filles, le mariage des adolescentes, les violences domestiques et les

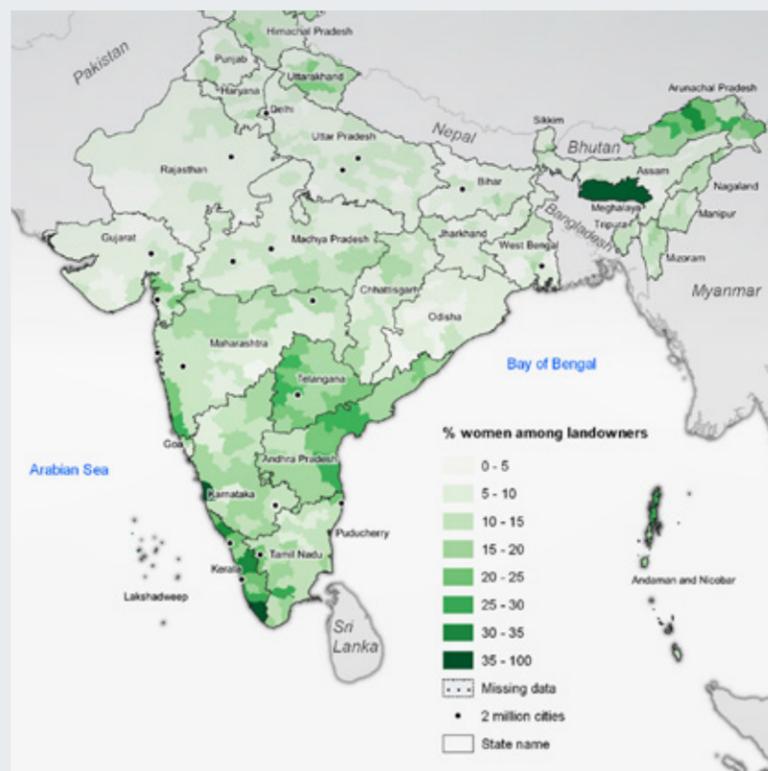


Figure 1 : Proportion des femmes propriétaires fonciers, Inde, 2019-21.

harcèlements dans l'espace public, la pression de la dot, l'exclusion de la propriété foncière, la discrimination dans l'éducation à l'égard des filles, les écarts de salaire entre hommes et femmes ou encore la non-reconnaissance du travail des femmes. De nombreuses enquêtes et études ont à la fois mesuré les déséquilibres entre les hommes et les femmes et documenté leur enracinement dans des systèmes sociaux qui n'évoluent que très lentement.

Les inégalités régionales

Ce qui est moins connu est sans doute l'étendue des variations au sein du pays, notamment entre les groupes sociaux. Toutefois, ce sont les disparités régionales à travers le pays qui sont de loin les plus accentuées. Ainsi, certaines régions ont un profil plus progressiste en termes d'inégalités de genre, proche de la situation de l'Asie du Sud-Est, tandis que d'autres présentent des traits fondamentalement patriarcaux qui pourraient rappeler l'Afghanistan. Un récent travail mené depuis plusieurs années au Centre de sciences humaines de Delhi offre un panorama de l'ampleur et de la nature de certains des déséquilibres les plus manifestes. Il s'agit d'un Atlas qui rassemble les recherches de trente auteurs autour de vingt thèmes principaux, qui combinent les inégalités de genre et de santé (*Atlas of Gender and Health Inequalities in India*, Springer, 2023). Réalisé à l'échelle fine des districts indiens (l'Inde en comptait alors 707, répartis entre 36 États et Territoires de l'Union), cet atlas repose sur les statistiques de la dernière grande enquête sociodémographique indienne – le cinquième *National Family and Health Survey* – menée en 2019-2021. Cette enquête se substitue en partie au recensement qui n'a pas encore eu lieu depuis 2011.

Ce travail actualise des inégalités déjà décrites avec les données les plus récentes, mais il met également au jour des déséquilibres rarement étudiés. On connaît par exemple les différences de malnutrition des femmes qui opposent les régions centrales, s'étirant du Gujarat à l'ouest au Bengale-

Occidental à l'est, à des régions plus prospères du sud ou du nord du pays. On sait moins, comme le montre le chapitre sur l'hygiène féminine, que les mêmes disparités régionales s'observent dans l'usage des protections menstruelles, avec des variations allant de 20 à 90 % des femmes de 15-49 ans utilisant des méthodes modernes (serviettes et tampons).

Ces variations régionales découlent souvent des inégalités socioéconomiques entre les régions. Par exemple, les graves retards en matière d'accès à l'accouchement à l'hôpital ou aux soins prénataux sont intimement liés aux écarts dans l'éducation féminine et se retrouvent entre les régions développées, les agglomérations urbaines et le ventre mou de l'Inde autour de la vallée du Gange. Cependant, la modernité a également introduit de nouveaux problèmes, tels que l'apparition du surpoids et de l'obésité chez les femmes adultes dans un pays encore marqué par des déficits pondéraux dans l'enfance. De même, l'engouement récent pour la césarienne (plus de 50 % des accouchements dans certaines régions) parmi les femmes des classes moyennes est le résultat du développement sans précédent des hôpitaux privés et de la médicalisation accrue de la santé reproductive des femmes. La sélection prénatale est un autre aspect de la modernité reproductive, permettant aux couples de privilégier les naissances de garçons. En revanche, ce sont des femmes moins éduquées qui sont souvent les victimes de pratiques médicales abusives, comme en témoignent certaines petites régions où plus de 20 % des femmes de plus de trente ans ont subi une hystérectomie, opération souvent injustifiée d'un point de vue gynécologique.

Figure 2 : Vendeuse de fruits dans le sud du Méghalaya, 2023.



© Christophe Z Guilmoto

Propriétés foncières et mariages précoces

L'Atlas contient deux cartes qui mettent en lumière la géographie complexe des inégalités de genre en Inde. La première (Figure 1), créée par Thomas Licart de l'université de Strasbourg, reprend des données à une échelle géographique inédite pour décrire la confiscation des terres par les hommes. Cette carte représente la proportion de femmes parmi les propriétaires de terres cultivables. Dans de nombreuses régions indiennes, notamment à l'ouest, mais également dans les États du Bihar et de l'Odisha à l'est, les hommes détiennent à plus de 90 % les terres du ménage. Cependant, la proportion de femmes propriétaires augmente au fur et à mesure que l'on se dirige vers le sud ou le nord-est : elle atteint près d'un tiers quand on le mesure dans l'État pluri-religieux du Kerala et dépasse même 50 % dans certaines régions du Nord-est telles que le Méghalaya (Figure 2), où prévalent la matrilinearité et l'héritage par la lignée féminine.

LE DOSSIER

Cette carte résume de nombreux aspects des inégalités de genre connues en Inde qui s'expriment de mille manières dans les formes d'autonomie sociale, reproductive ou économique des femmes. Elle met en évidence la manière dont les systèmes de genre, qui s'appuient sur de nombreuses règles « traditionnelles » en matière de mariage, de cohabitation, d'héritage et de filiation, se traduisent finalement par des inégalités très concrètes dans la transmission des biens au sein des familles, et ce en dépit des lois visant à promouvoir une répartition équitable du patrimoine familial entre les filles et les garçons.

La carte de l'âge des femmes en Inde au mariage (Figure 3) est également révélatrice des systèmes de genre. La prévalence des mariages précoces illustre une fois de plus le contrôle exercé par les familles sur le destin de leurs filles et les mariages des adolescents sont d'ailleurs le plus souvent synonymes d'arrêt de la scolarisation et de retrait de toute activité économique en dehors du foyer. Toutefois, la géographie, comme le signale la carte de l'Atlas préparée par Aparajita Chattopadhyay et Aancha Singh, est bien plus complexe, faisant apparaître notamment des poches de persistance de mariage des mineures à l'est du pays (Bengale et Bihar), qui ne correspondent pas aux inégalités foncières examinées précédemment. On y retrouve l'effet combiné du système de domination masculine et de formes spécifiques de pauvreté rurale qui encouragent les mariages précoces.

Il est ironique de noter que l'âge des filles au mariage est l'une des premières questions sociales auxquelles les colonisateurs britanniques ont tenté de répondre, notamment par le biais d'une législation emblématique (*Sarda Act* de 1929) qui interdisait les mariages avant la puberté et remonte donc à presque un siècle. Avec un âge moyen au mariage de 19,2 ans chez les femmes, l'Inde reste encore très loin des tendances observées en Asie orientale où les mariages tardifs et le célibat féminin sont en hausse rapide. Parallèlement, en raison du déficit de naissances féminines et du chômage rampant, les jeunes hommes des milieux ruraux ont de plus en plus de difficultés à trouver une épouse.

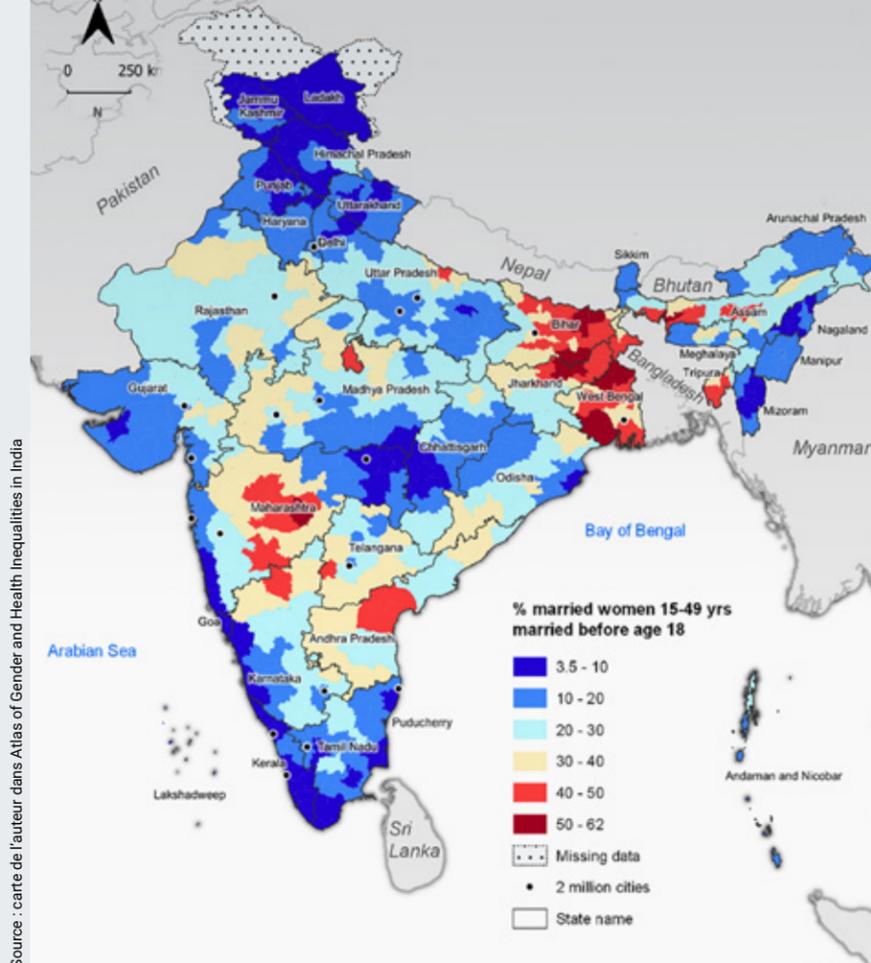


Figure 3 : Proportion de mariages féminins avant dix-huit ans, Inde, 2019-21.

Notes:
Je remercie Joël Cabalion et Odile Henry de leur appui.
 Les cartes proviennent de : Guilmoto C.Z. (ed.) 2023, *Atlas of Gender and Health Inequalities in India*, Springer, Cham.

Ce que le genre nous dit de l'Inde

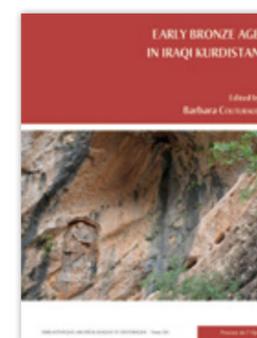
Une enquête d'opinion réalisée en 2022 par le Pew Center confirme le profond ancrage des inégalités de genre dans le pays. La grande majorité des personnes interrogées affirme que les femmes doivent obéir à leur mari (88 %), et que les hommes doivent recevoir la priorité sur les femmes en matière d'emploi (79 %). Parallèlement, seulement 23 % des femmes se plaignent d'une discrimination importante à leur égard. Les femmes les plus éduquées ou les jeunes générations semblent également adhérer aux stéréotypes de genre et aux modèles traditionnels, suggérant que les changements sociaux en matière de genre seront très lents en Inde. Cependant, on enregistre des variations plus sensibles dans les attitudes envers les rôles et les attentes familiales selon les régions, avec un nord généralement plus conservateur que le sud. Bien que l'Inde ait montré que les femmes ont déjà intégré les élites, académiques, politiques et économiques, les inégalités des sexes demeurent considérables. La culture conserve une forte inertie, maintenant ainsi les mariages arrangés qui sont au cœur du patriarcat indien. Cette emprise culturelle est à la fois une force d'identité nationale et un frein au développement des ressources pour toutes et tous.

➔ **Christophe Z Guilmoto** (IRD/Ceped Centre de sciences humaines, Delhi)

UN PEU DE LITTÉRATURE

Publications de 2024

Les productions des différentes UMIFRE sont consultables sur le portail dédié umifre.fr. Retrouvez également les publications des UMIFRE sur OpenEdition (OpenEditionBooks, Hypotheses.org) et HAL.SHS.



IFPO Beyrouth
 Early bronze age in Iraqi Kurdistan
 Barbara Couturaud
 Presse de l'ifpo, 2024



IFEA Lima
 Por mi camino. Memorias de Daniel Dandacho
 Primer profesor bilingüe awajún
 Institut français d'études andines (IFEA), Centro Amazónico de Antropología y Aplicación Práctica (CAAAP), 2024



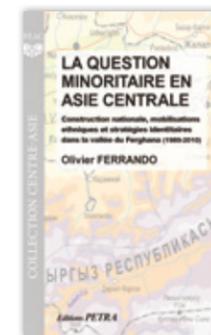
CEFC Hong Kong
 Dossier : Hong Kong dans les années 2020 : se renouveler face aux défis
 Perspectives chinoises
 CEFC, 2024



IFAS Recherche
 Johannesburg
 Lesedi : Carnets de terrain
 N°26, avril 2024,
 IFAS Recherche



IRMC Tunis
 Économie politique de la Tunisie et du Maghreb.
 Les défis de la mondialisation (années 1980-années 2000)
 Sous la direction de Pierre Vermeren
 Coédition IRMC-Hémisphères édition

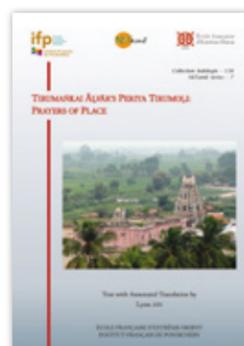


IFEAC Bichkek
 La question minoritaire en Asie Centrale
 Olivier Ferrando
 Collection Centre Asie, IFEAC
 Éditions PETRA, 2023



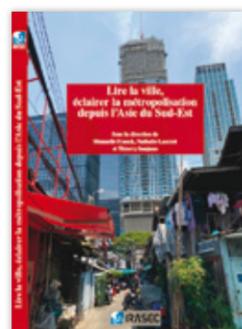
CJB Rabat

Enseigner les langues à l'école publique au Maroc
Construction des savoirs, identités et citoyenneté
Pellegrini Chloé (aut.)
Miller Catherine (préface)
PUR, Centre
Jacques-Berque, 2024



IFP Pondichéry

Tirumakāi Āṅvār's Periya Tirumōḻi: Prayers of Place
Text with annotated translation by Lynn Ate
Ecole française d'Extrême-Orient / Institut Français de Pondichéry
2024



IRASEC Bangkok

Lire la ville, éclairer la métropolisation depuis l'Asie du Sud-Est
Dirigé par Manuelle Franck, Nathalie Lancret et Thierry Sanjuan
IRASEC,
Bangkok, 2024



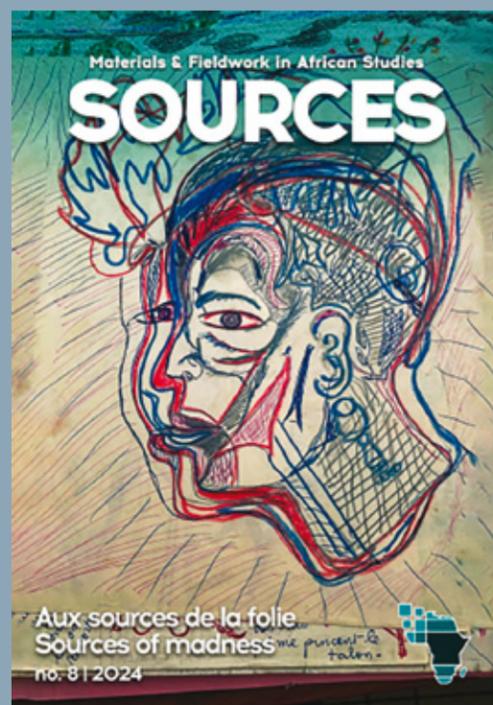
CEMCA Mexico

El guajolote en Mesoamérica
Enfoques arqueológicos, históricos y antropológicos
Anath ARIEL DE VIDAS, Nicolas LATSANOPOULOS y Perig PITRO
CEMCA 2023

LA REVUE INTER-UMIFRE D'AFRIQUE SOURCES

Matériaux & terrain en études africaines
Aux sources de la folie n°8 | 2024

Les contributions de ce dossier font dialoguer historiennes et historiens et anthropologues pour faire entendre le quotidien de la folie à travers des archives institutionnelles et personnelles, des entretiens et témoignages, des observations et photographies – mais aussi à travers des absences et des refus. Les six articles proposent un parcours allant de l'Afrique occidentale française à l'Algérie, au Gabon et au Ghana contemporains, en passant par l'Algérie coloniale et la Haute Volta des années 1970. Cette diversité de contextes permet d'insister sur la complémentarité et/ou la concurrence des représentations médicales et non-médicales de la folie, y compris celles formulées par les personnes atteintes de troubles psychiatriques et de leur entourage. Le numéro donne ainsi à voir une pluralité de dispositifs (médicaux, judiciaires, religieux ou rituels), de connaissances et d'espaces de prise en charge de la folie afin de rendre compte de la complexité des parcours de vie. En déconstruisant les formes d'intimité tissées avec les enquêtés, nous interrogeons finalement en quoi la réflexivité méthodologique contribue au renouvellement du socle épistémologique de l'étude de la folie en Afrique.



ARRIVÉES ET DÉPARTS

Bienvenue à...



Renaud COLSON

UMIFRE : IFP

Votre laboratoire d'origine :
Droit & Changement Social (UMR 6297)

Une de vos publications récentes :
« Juridictions environnementales : les leçons du droit comparé », Revue Juridique de l'Environnement, 2024/3, vol. 41, 633-649.

Vos objectifs pour l'UMIFRE :
Valoriser les collections, les bases de données, et les productions scientifiques de l'IFP dans un contexte de science ouverte ; renforcer les partenariats avec la société civile et les institutions universitaires indiennes, et le réseau français en Asie ; encourager le dialogue interdisciplinaire entre écologie scientifique, indologie et sciences sociales sur les questions environnementales.

Marie FAVEREAU

UMIFRE : IFEAC

Votre laboratoire d'origine : Centre d'histoire des sociétés Médiévales et Modernes (MéMo – Paris Nanterre)

Un de vos ouvrages marquants :
La Horde. Comment les Mongols ont changé le monde, Perrin, 2023.

Vos objectifs pour l'UMIFRE :
Au cœur du dispositif scientifique et diplomatique français en Asie centrale, l'IFEAC a pris une place particulière depuis l'invasion russe de l'Ukraine. Accueillir nos jeunes chercheurs qui découvrent le terrain, promouvoir la coopération scientifique et consolider nos relations avec les universités locales constituent mes principaux objectifs. Nos axes de recherche porteront sur les empires nomades, la diversité religieuse, l'environnement et les réseaux sociaux.



Constance PERRIN-JOLY

UMIFRE : CFEE

Votre laboratoire d'origine :
Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les enjeux Sociaux (IRIS - UMR 8156 – U997)

Un de vos ouvrages marquants :
Parler de soi. Méthodes biographiques en sciences sociales, Paris, EHESS, coll. « En temps et lieux », 2020. (avec le Collectif.B.)

Vos objectifs pour l'UMIFRE :
Faire aboutir les projets engagés, notamment la construction et le déménagement du CFEE dans le parc de l'Ambassade d'Addis-Abeba ; Fédérer les énergies autour de recherches sur Patrimoine et développement durable à Addis-Abeba ; Développer des réseaux pour faire du CFEE un trait d'union entre espaces francophones et anglophones de la recherche en Afrique.

Bonne continuation à...



**Blandine Ripert (IFP)
et Adrien Fauve (IFEAC)**

Vous avez passé quatre années en tant que Directrice de l'Institut français de Pondichéry (IFP) et Directeur de l'Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC) à Bichkek. Quel a été votre principal défi ? Quels programmes de recherche y avez-vous menés ?

Blandine RIPERT : Le principal défi a été de mener de front un grand nombre de dossiers touchant à des domaines très éloignés de mes recherches, qu'il a fallu conduire de leur conceptualisation jusqu'à leur réalisation, en s'assurant de leur financement. Ces projets ont par exemple concerné la question d'une meilleure conservation et valorisation des riches collections de l'IFP, mais aussi de rendre plus accessible les données de recherche en général (collections, archives et recherche), la rénovation d'un vaste campus qui compte un palais du 18^e siècle



charmant mais délabré et inadapté au travail de chercheurs, l'amélioration des conditions de travail de l'équipe et de rémunération du personnel permanent indien, la gestion et l'animation scientifique d'une équipe très diverse en termes de statuts, de traditions intellectuelles et politiques, d'origines sociales et culturelles.

Cela a notamment débouché sur la restauration d'une photothèque (200 000 photos) qui était éclatée entre 5 lieux différents et mal conservée, sur l'agrandissement et la rénovation d'une salle des manuscrits (9 000 manuscrits sur feuilles de palme reconnus par l'UNESCO), sur la mise en ligne d'une plateforme (<https://digitalcollections.ifpindia.org>) donnant accès aux collections (herbier, pollen, photos, manuscrits, archives, livres anciens) numérisées après un lourd travail sur les métadonnées et de mise en forme. Parmi la centaine de projets scientifiques qui se sont développés pendant ces quatre années, j'ai eu particulièrement à cœur de soutenir l'accueil d'un

laboratoire de pointe construit dans 7 conteneurs envoyés par-delà les mers par l'université de Hambourg, afin de pouvoir réaliser à Pondichéry des analyses matérielles de nos manuscrits et de plantes, à l'interaction entre nos départements d'indologie, d'écologie et de sciences sociales.

Adrien FAUVE : Arrivé sur place en octobre 2020, le premier défi était celui de l'activité en période COVID. Le deuxième défi fut celui de l'accueil de nombreuses personnes, soit inscrites en Master ou en doctorat, soit titulaires de l'ESR, confrontées à des terrains inaccessibles dans les pays voisins du périmètre de l'IFEAC. Face à l'impossibilité d'aller en Iran ou dans la région ouïgoure depuis plusieurs années, en Afghanistan depuis août 2021 et le retour des Talibans au pouvoir, puis en Russie depuis la fin février 2022, les mobilités scientifiques se sont notamment orientées vers l'Asie centrale. C'est ainsi qu'il a fallu accompagner des doctorantes et doctorants qui ont conservé leur thème de recherche mais ont dû bouleverser en profondeur leurs enquêtes de terrain, passant de la Russie au Kazakhstan, par exemple. Cela a conduit à l'expansion de l'IFEAC, avec l'affectation en urgence d'un collègue du CNRS rapatrié de Russie. Le troisième défi fut donc d'accompagner l'UMIFRE dans son changement de dimension, d'abord au plan scientifique, puis administratif et donc enfin financier. Le soutien des tutelles a joué un rôle primordial dans cette adaptation à des circonstances critiques. Dernier défi : celui de la célébration du trentenaire de notre institut, en novembre 2023 à Bichkek puis à Paris en avril 2024. Merci à toutes celles et ceux qui ont rendu cela possible !

Quels sont vos projets et vos perspectives de recherche pour les prochaines années ? Quel rôle l'UMIFRE a-t-elle joué dans votre carrière et ses perspectives ?

A.F. : L'IFEAC a élargi mes horizons. En travaillant avec des collègues de différentes générations, originaires de nombreux pays, je me suis ouvert à diverses disciplines, j'ai exploré de nouveaux lieux, déployé des réseaux de contacts beaucoup plus vastes que ceux que j'avais constitués par moi-même pendant vingt ans. Cela m'a également offert l'occasion de m'ancrer encore plus dans le milieu universitaire local, notamment avec des établissements éloignés des capitales. En parallèle, j'ai pu mieux comprendre les dynamiques institutionnelles, où il faut équilibrer les intérêts de chaque profession, se positionner comme intermédiaire entre cultures administratives. Face aux urgences, j'ai appris des choses très utiles, surtout pour résoudre des situations complexes, comme celle d'une rentrée à Paris-Saclay où nous avons été victimes d'un piratage massif. Pour organiser des soutenances de Master, je m'inspire des leçons tirées à Bichkek ! Par ailleurs, s'agissant de mes travaux personnels, je vais poursuivre mes enquêtes sur la gouvernance urbaine comparée.

B.R. : Le travail de direction m'a occupée à plein temps pendant ces quatre années, et ce jusqu'à aujourd'hui. Aussi n'ai-je pas encore pu prendre le temps de la réflexion sur une



éventuelle réorientation de mes recherches ou reprise de celles que je menais principalement au Népal avant ce poste. Mais il y a deux domaines tout à fait nouveaux pour moi que j'ai néanmoins mis en œuvre à l'IFP, sur lesquels j'aimerais aujourd'hui revenir pour réfléchir à leur portée heuristique, et à partir desquels envisager peut-être de nouvelles recherches. L'un porte sur l'interaction entre sciences et art, qui s'est concrétisée à l'IFP par l'accueil en résidence de nombreux artistes pour travailler sur les collections, en dialogue avec les chercheurs, non seulement pour les valoriser au travers d'expositions ouvertes à tous, mais aussi pour tenter d'ouvrir de nouveaux horizons. L'autre porte sur la valorisation et l'accessibilité des données de recherche. Lire et écrire sur ces questions avec un regard réflexif sur ce qui a été réalisé me passionnerait.

À l'IFP et à l'IFEAC vous avez dirigé un centre menant une recherche indépendante, mais qui est aussi un instrument de la diplomatie scientifique de la France. Comment ces deux dimensions se sont-elles articulées ?

B.R. : Cela dépend un peu de la manière dont on entend le terme diplomatie scientifique. Les domaines d'action à l'intersection de la diplomatie et de la science pourraient être assez nombreux à l'IFP (par exemple sur l'Indopacifique, sur l'économie bleue, les questions de changement climatique, de protection des océans, de santé publique). Mais il manque certainement une meilleure articulation entre ce que les chercheurs produisent sur les grands enjeux mondiaux et ce que la diplomatie pourrait en faire. Pour autant, l'IFP collabore régulièrement avec le réseau français en Inde, comme nous l'avons fait avec un cycle de conférences mensuelles avec l'Alliance Française de Pondichéry, avec notre participation aux débats d'idées coordonnés par l'Institut Français en Inde – avec qui l'on nous confond souvent –, au Knowledge Summit pour participer à la définition de ce que serait une coopération scientifique informée et envisager des actions bilatérales autour des espaces côtiers de l'océan indien. En outre, les nombreuses expositions organisées

à l'IFP à partir du travail d'artistes sur nos collections, ont participé à diffuser une diplomatie culturelle autour des sciences.

A.F. : L'IFEAC était au cœur du 30^e anniversaire des relations bilatérales entre la France et le Kirghizstan, notamment grâce à l'ouvrage, édité par Xavier Hallez (chercheur contractuel MEAE à Bichkek de décembre 2020 à août 2024), à propos de l'expédition menée par Paul Pelliot au début du 20^e siècle et qui a traversé le sud de l'actuel Kirghizstan. Fortement soutenu par l'ambassade, ce projet a donné lieu à un événement public avec des représentants gouvernementaux. Voilà comment l'action du poste et celle de l'UMIFRE ont pu être mutualisées. À cette occasion, le Musée Guimet a fait don de tirages photographiques au Musée national d'histoire du Kirghizstan.

Comment, envisagez-vous de collaborer avec l'IFEAC et l'IFP à l'avenir, sur le plan de vos recherches personnelles, mais aussi d'un point de vue institutionnel ?

A.F. : A court terme, je dois achever le travail commencé dans le cadre du projet ANR SPACEPOL, en coopération étroite avec l'IFEAC d'Istanbul, à propos d'une comparaison de la gouvernance urbaine dans six capitales, dont Ankara et Astana. Dans les prochaines années, en fonction des priorités de l'actuelle direction, je serais heureux d'envoyer quelques étudiants de Paris-Saclay en stage à Bichkek

B.R. : Je ne sais pas encore, cela reste à inventer mais j'imagine qu'il y aura beaucoup d'occasions. Je pourrais par exemple proposer la coordination d'une prochaine Social Sciences Winter School (organisée chaque année à l'IFP à destination d'une cinquantaine de doctorants majoritairement indiens, autour d'un thème abordé d'un point de vue théorique et méthodologique pendant 5 jours avec des partenaires indiens et français) sur le thème des interactions entre sciences et art, si j'avance dans cette direction. Je reste aussi à disposition de mon successeur pour suivre à distance certains dossiers, si cela s'avère utile.

Chantiers européens : vers une nouvelle expertise sur l'Europe centrale et orientale, 6-7 juin 2024 à Varsovie

L'institut français de recherche sur l'Europe orientale, le Caucase et l'Asie du nord (IRECA), nouvelle unité de recherche française, doit entamer ses travaux au printemps 2025, accueilli par l'université de Varsovie, et en lien avec le Centre de civilisation française et d'études francophones (CCFEF) de l'Université de Varsovie, acteur historique de la coopération académique franco-polonaise.



territoires hétérogènes et fluctuants, longtemps regardés à travers des schémas trop figés.

Dans cette dynamique, et pour le 20^e anniversaire de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, le réseau de recherche français (CCFEF, CNRS, avec l'Ambassade de France et l'Institut français en Pologne) a ainsi organisé une double journée d'études à l'Université de Varsovie : « Chantiers européens : vers une nouvelle expertise sur l'Europe centrale et orientale » les 6 et 7 juin 2024. L'évènement, ouvert au public, a rassemblé une trentaine de chercheurs issus des équipes de recherche franco-polonaises autour de débats et ateliers relatifs à l'impact social des différents conflits en Europe centrale et orientale et les stratégies de résilience mises en place, ou encore les circulations de population, les circulations de biens et de savoirs. Une réflexion commune a été menée autour de la mise en place d'un travail en réseau qui connecterait les différents acteurs de la recherche française à l'étranger avec leurs partenaires locaux dans le cadre de programmes communs et multi-sites.

Retrouver l'intégralité du programme



L'objectif est de refonder la recherche sur cette région européenne confrontée à des bouleversements géopolitiques, avec une perspective décentrée. Le CCFEF et l'IRECA produiront une expertise de haut niveau sur les transformations imposées aux sociétés par la guerre en Ukraine. Ils travailleront ensemble à enrichir les liens scientifiques entre la France et la Pologne. Le CCFEF prépare, par ailleurs, la mise en place d'un futur Laboratoire de recherche international (IRL) avec l'Université de Varsovie. Ces partenariats permettront le développement d'outils méthodologiques pertinents et une lecture plus fine des sociétés établies sur ces

Les 30 ans de l'IFEAC

Après une première partie à Bichkek fin 2023, l'IFEAC a célébré son 30^e anniversaire lors d'une double journée d'étude à Paris les 25 et 26 avril 2024.

La première session s'est déroulée à Sciences Po, en présence des tutelles (MEAE, CNRS, MESR) ainsi que la direction du CERI (Centre de recherches internationales), la seconde session s'est tenue à la Fondation Maison des sciences de l'Homme. Ce fut l'occasion pour les anciens directeurs de l'Institut de revenir sur les 30 années d'activités de l'IFEAC, son évolution et sa spécificité. La compétence géographique de l'Institut s'étend sur les cinq républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et s'intéresse également aux dynamiques qui lient la région aux territoires voisins de Russie, d'Afghanistan, d'Iran, de Chine et de Mongolie. L'IFEAC se caractérise par des projets collaboratifs dynamiques, une

politique d'internationalisation et une recherche doctorale en plein essor. D'anciens boursiers, jeunes chercheurs et chercheurs confirmés ont témoigné de leurs expériences et ont présenté leurs travaux de recherche sur des thématiques qui sont au cœur des enjeux de la région : le changement climatique et la gestion de l'eau au Kirghizstan, les cryptomonnaies au Kirghizstan et au Kazakhstan, les histoires de femmes au Goulag, ou encore les liens transfrontaliers entre le Tadjikistan et l'Afghanistan à l'heure des Talibans.



Retrouver le programme



Un réseau rayonnant aux quatre coins du monde

Pilotées par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et le CNRS, les UMIFRE sont un réseau de 25 UMIFRE et 2 IFRE spécialisées en sciences humaines et sociales. Ils constituent un outil unique au monde au service de la diplomatie scientifique de la France. La recherche de terrain, la formation, la diffusion scientifique et le débat d'idées sont au cœur de leur action.

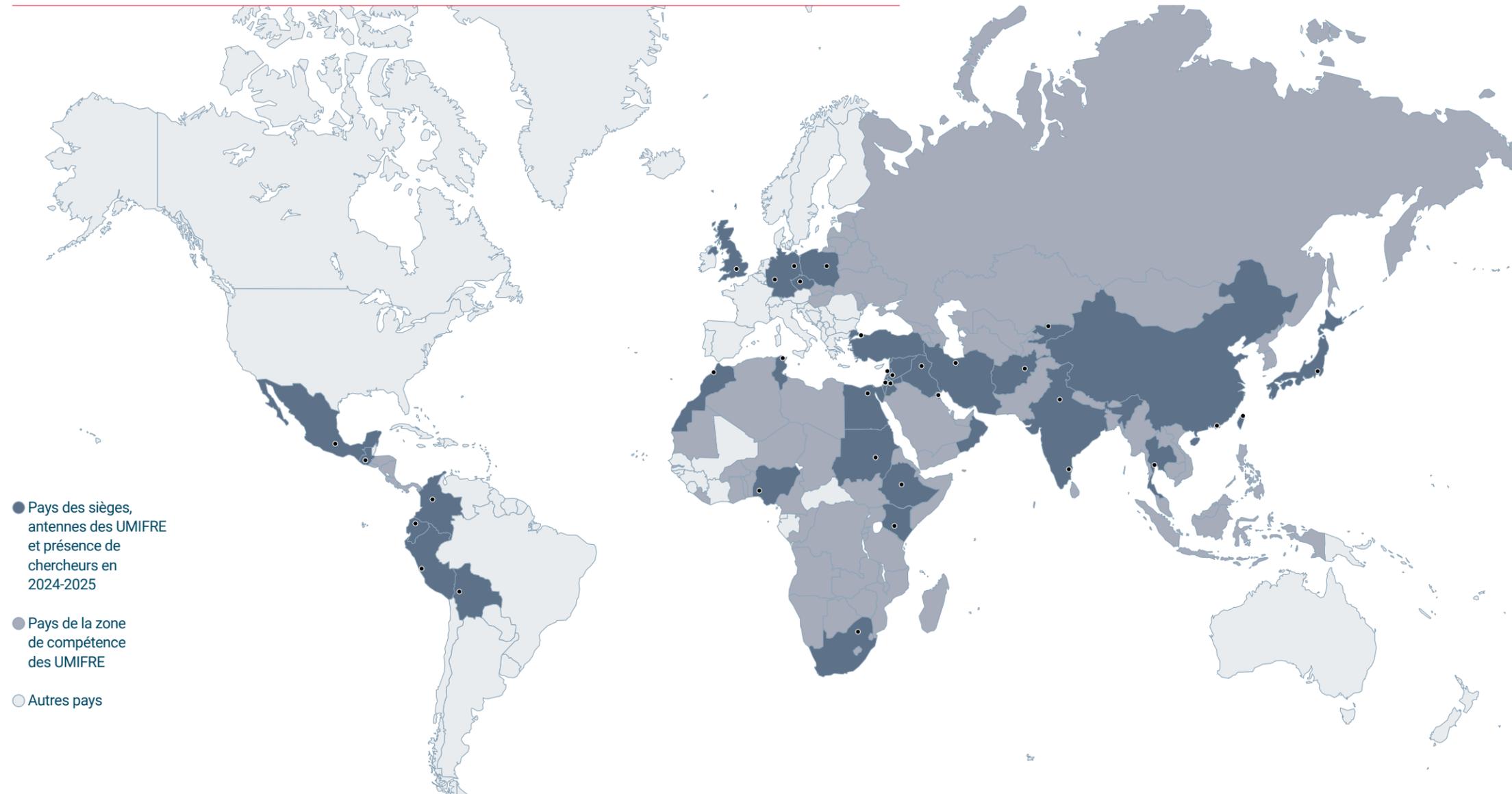
LÉGENDE DES ÉTUDES

- : contemporaines
- : archéologiques et passé
- : urbaines et environnementales
- : humanités numériques

- Délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA)** ●
- AFGHANISTAN, Kaboul (relocalisée temporairement à Paris)
- Institut français d'Afrique du Sud – Recherche (IFAS)** ●●●
- AFRIQUE DU SUD, Johannesburg
- Centre Marc Bloch (CMB)** ●●●●
- ALLEMAGNE, Berlin
- Institut franco-allemand de sciences historiques et sociales (IFRA-SHS)** ●●●
- ALLEMAGNE, Francfort-sur-le-Main
- Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC)** ●●●●
- CHINE, Hong Kong, Taipei

- Centre d'études et de documentations économiques, juridiques et sociales (CEDEJ)** ●●●●
- EGYPTE, Le Caire – SOUDAN, Khartoum (relocalisée temporairement au Caire)
- Centre français des études éthiopiennes (CFEE)** ●●●●
- ETHIOPIE, Addis-Abeba
- Centre de sciences humaines (CSH)** ●●●●
- INDE, New Delhi
- Institut français de Pondichéry (IFP)** ●●●●
- INDE, Pondichéry
- Institut français de recherche en Iran (IFRI)** ●●●●
- IRAN, Téhéran
- Centre de recherche français de Jérusalem (CRFJ)** ●●●●
- ISRAËL, Jérusalem-Ouest

- Institut français de recherche sur le Japon**
- Maison franco-japonaise (IFRJ- MFJ)** ●●●●
- JAPON, Tokyo
- Institut français de recherche en Afrique (IFRA)** ●●●●
- NIGERIA, Ibadan – KENYA, Nairobi
- Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC)** ●●●●
- KIRGHIZSTAN, Bichkek
- Centre Français de Recherche de la Péninsule Arabique (CEFREPA)** ●●●●
- KOWEIT, Kuwait City
- Institut français du Proche-Orient (IFPO)** ●●●●
- LIBAN, Beyrouth – JORDANIE, Amman – IRAK, Erbil – TERRITOIRES PALESTINIENS, Jérusalem-Est
- Centre Jacques Berque (CJB)** ●●●●
- MAROC, Rabat
- Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA)** ●●●●
- MEXIQUE, Mexico – GUATEMALA, Ciudad de Guatemala
- Institut français d'études andines (IFEA)** ●●●●
- PEROU, Lima – BOLIVIE, La Paz – COLOMBIE, Bogota – EQUATEUR, Quito
- Centre français de recherche en sciences sociales (CEFRES)** ●●●●
- REPUBLIQUE TCHEQUE, Prague
- Maison Française d'Oxford (MFO)** ●●●●
- ROYAUME-UNI, Oxford
- Institut français de recherche sur l'Europe orientale, le Caucase et l'Asie du nord (IRECA)** ●●●●
- POLOGNE, Varsovie
- Section française de la direction des antiquités du Soudan (SFDAS)** ●●●●
- SOUDAN, Khartoum (relocalisée temporairement au Caire)
- Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC)** ●●●●
- THAÏLANDE, Bangkok
- Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC)** ●●●●
- TUNISIE, Tunis
- Institut français d'études anatoliennes (IFEA)** ●●●●
- TURQUIE, Istanbul



- Pays des sièges, antennes des UMIFRE et présence de chercheurs en 2024-2025
- Pays de la zone de compétence des UMIFRE
- Autres pays

UN RÉSEAU INCONTOURNABLE POUR MENER DES TRAVAUX DE TERRAIN À L'INTERNATIONAL

Les UMIFRE développent des programmes de recherche liés à l'histoire des civilisations et aux enjeux du monde contemporain. Interdisciplinaires, ils allient, entre autres, histoire, archéologie, économie, géographie, linguistique et sciences politiques pour répondre à des questions essentielles du passé et à des problématiques actuelles telles que le climat, les migrations, l'urbanisme et les transitions démocratiques. Pour faire face à la complexité du monde, ils s'opposent à la recherche en silo et promeuvent des axes d'études transversaux et les études aréales, ainsi que des méthodes d'investigation innovantes.

**Chercheurs et chercheuses, étudiants et étudiantes en master ou doctorat :
consultez les axes de recherche de chaque UMIFRE et rejoignez le réseau !**

www.umifre.fr

